

TABLOÏD SPORTS



TALBOT ÉCLIPSE HALLDORSON

pages 6, 7, 10, 15

**9e
victoire
du Manic
au
Stade**
pages 2, 3

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

la presse

DES FLEURS POUR UN PREMIER RECORD

Richard Rodriguez a déjà réussi à battre un record samedi. Il en établira un autre s'il continue à rouler dans le Supermanège de la Ronde jusqu'à samedi prochain.
page A 3



photo Armand Trotter, LA PRESSE

25 cents MONTRÉAL, LUNDI 13 JUILLET 1981, 97e ANNÉE, no 165, 52 PAGES, 4 CAHIERS

LES POSTES: NON À UNE LOI SPÉCIALE

■ Les parlementaires ont été contraints de prolonger la session, mais le président des postiers, Jean-Claude Parrot, a déclaré qu'une loi spéciale n'amènerait pas une reprise du travail.
page A 2

RIVIÈRE MINGAN LES MONTAGNAIS CONTINUENT DE DÉFIER LA LOI



Même si les agents de la conservation ont confisqué quelques filets, les Montagnais continuent de pêcher le saumon.
page A 2

171 FOYERS D'ACCUEIL ILLICITES POUR 3,313 VIEILLARDS

Cela ne veut toutefois pas dire qu'ils devraient tous être fermés.
page A 12

MISS UNIVERS

Un concours prisonnier de sa formule

Notre collaborateur à New York, Robert Guy Scully, a joué des coudes avec les photographes pour suivre les candidates au titre de Miss Univers. Il nous livre ses impressions.
page C 1



ISRAËL FRAPPE ENCORE AU LIBAN

■ Ces raids, qui ont fait au moins 25 morts et blessés, sont perçus cette fois comme un défi aux États-Unis, car ils surviennent au moment même où l'émissaire américain Philip Habib est sur place pour tenter de régler la crise libanaise.
page A 10

ÉDITO

LES DÉPUTÉS MÉRITENT LEUR NOUVEAU SALAIRE

PAR VINCENT PRINCE
page A 6

INSOLITE CALIFORNIE DU CRI PRIMAL AUX MASSAGES NÉPALAIS

■ Nancy Fouchey, représentante de Werner Erhard, qui est à la tête d'un mouvement d'épanouissement total du moi qui rapporte \$24 millions par année. En dix ans, cette «école», qui a un centre à Montréal, a produit 304,000 gradués.
page A 7



CONFIDENCES D'UN «LOBBYIST» À QUÉBEC

■ Pour toucher \$90 l'heure, le «lobbyist» doit marcher sur des coquilles d'oeuf et faire progresser ses dossiers avec prudence, tact et diplomatie. Dominique Boivin, seul «conseiller en affaires gouvernementales» à hanter les couloirs de l'Assemblée nationale à titre professionnel, a décrit à notre journaliste les subtilités de son métier qui n'a rien à voir avec le trafic d'influence mais qui s'identifie avant tout à la cueillette d'informations.
page A 4



photo Pierre McCann, LA PRESSE

SOMMAIRE

Annonces classées: B 3 à B 7
C 4 à C 6

Arts et spectacles
—Informations: A 8, A 9
Carrières et professions: B 2
Décès, naissances, etc.: C 5
Économie: B 1 à B 3
Êtes-vous observateur? B 4
FEUILLETON Shogun: B 5
Horoscope: B 4
Jardinage: C 5
Le monde: A 10
Météo: A 2
Mats croisés: B 6
Pleins Feux: A 7
Vivre aujourd'hui: C 1

TABLOÏD SPORTS

Arts et spectacles
—Horaires: 16
—Télévision: 17
Bandes dessinées: 18
Mot mystère: 18
Mots croisés: 18
Quoi faire aujourd'hui: 16

LA GRANDE MAISON

Chrysler Plymouth
à Montréal



LONGUE-POINTE

CHRYSLER PLYMOUTH LEE

7150, boul. LANGELIER (coin Belanger) TÉL.: 256-5092



CHRYSLER PLYMOUTH LEE

7150, boul. LANGELIER (coin Belanger) TÉL.: 256-5092

LA GUERRE DU SAUMON

Les Montagnais poursuivront leur pêche

■ MINGAN (PC) — Les Montagnais ont décidé de défier le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche: ils lanceront leurs filets dans la rivière Mingan afin d'y recueillir du saumon.

Quelque 200 Amérindiens campaient hier près d'un chalet appartenant à M. Duncan Miller, un homme d'affaires new-yorkais. Tournant au-dessus d'eux, trois hélicoptères venaient prêter main forte à une vingtaine de policiers provinciaux casqués et munis de matraques.

«On dirait un mini-Vietnam. C'est la première fois que nous voyons une scène pareille en dehors de la télévision», devait déclarer un Montagnais, Jean-Charles Pietachou.

Samedi, quatre filets ont été saisis. Ce qui n'a pas empêché les Amérindiens de rester postés près d'une cascade, observant les saumons remontant la rivière.

Une messe devait être célébrée par le révérend Roland Delaunay vêtu d'un costume traditionnel. «Pêcher et chasser font partie de vos droits immémoriaux. Ces droits, ils (le gouvernement) veulent vous les enlever. Pourquoi? Pour les donner aux riches Américains», devait soutenir le prêtre.

La messe en plein air a été célébrée en montagnais, en français et en latin. Les Montagnais ont prié Manitou pour que la pêche au saumon soit bonne.

M. René Simon, président du Conseil Attikamek-Montagnais, qui représente quelque 10.000 Montagnais et Attikamek de l'est du Québec, devait déclarer aux journalistes que les terres s'étendant sur 300 kilomètres et allant de la rive-nord du Saint-Laurent, à partir de Québec, au Labrador appartenaient aux Amérindiens.

«Nous n'avons jamais signé de traité. Nous n'avons jamais été consulté», a-t-il notamment expliqué.

Le gouvernement soutient qu'en pêchant le saumon de l'Atlantique, les Amérindiens mettent en danger la survie de l'espèce. «Si le gouvernement veut sauver le saumon, il devrait alors fer-



téléphoto CF

Un père et son enfant regardent les membres de leur tribu tendre leurs filets sur la Mingan, samedi, peu avant que les fonctionnaires du Québec, appuyés par la police, ne viennent les saisir.

mer les mines, les barrages et les usines de pâtes et papiers», a néanmoins souligné M. Simon.

«Le gouvernement défend les droits des Américains et fait fi des nôtres», a-t-il encore dit, se référant à M. Miller dont la famille avait acheté en 1955 une bonne partie de la rivière.

Ce dernier avait offert \$10.000 aux Montagnais afin qu'ils ne pêchent plus de saumons dans la rivière.

«L'argent coule très vite. La rivière elle, coule éternellement», devait répondre un membre du Conseil.

TAUX D'INTÉRÊT AMÉRICAINS

Reagan demandera aux Européens de patienter

D'après AFP et PC

■ Le président Reagan demandera aux dirigeants des grands pays industrialisés, qu'il rencontrera à Ottawa du 19 au 21 juillet, de lui donner le temps d'agir pour faire baisser les taux d'intérêt américains élevés paralysant les économies des pays alliés européens, rapporte le «New York Times» dans son édition d'hier.

Le journal titre en première page: «Le président Reagan exhortera ses alliés à la patience au sujet des taux d'intérêts».

Selon le «Times», qui cite des sources gouvernementales, le président Reagan demandera aux dirigeants de la France, Grande-Bretagne, RFA, Italie, Japon et Canada, d'exercer un contrôle plus strict dans le transfert de technologie à l'Union soviétique.

Le président Reagan évoquera également le bien fondé d'une politique consistant à maintenir au niveau actuel le commerce avec l'Union soviétique compte tenu de la conduite de cette puissance dans le monde. Selon la même source, le président Reagan se prépare à s'engager à aider les pays du Tiers monde mais fera valoir la différence existante entre une aide directe, souhaitée par les alliés des États-Unis, et un système de prêts et d'investissements du secteur privé, comme le préconise Washington.

Le «New York Times» précise que ces questions sont cependant secondaires puisque l'objectif principal du président Reagan est de faire mieux connaissance avec les dirigeants des grands pays industrialisés. La rencontre d'Ottawa sera, en effet, la première réunion au sommet pour le président Reagan, comme pour le président Mitterrand et les premiers ministres japonais et italien.

Paris-Bonn

De son côté, M. Jacques Delors, ministre français de l'Economie et des Finances, a déclaré qu'il «croit» que Paris et Bonn auront une position commune

sur les taux d'intérêt américains lors du sommet occidental d'Ottawa, dans une interview que publie aujourd'hui l'hebdomadaire ouest-allemand «Der Spiegel».

À propos des difficultés économiques auxquelles sont confrontées la France et l'Europe occidentale, M. Delors souligne qu'il ne faut pas faire des Américains, qui les aggravent par leur politique monétaire restrictive, des «boucs émissaires», et estime que les Européens doivent «balayer devant leur propre porte».

NPD

Enfin, au Canada, le Nouveau Parti Démocratique croit que les décisions politiques et économiques prises au cours des précédentes rencontres au sommet des dirigeants des pays industrialisés, comme celle qui aura lieu ce mois-ci à Ottawa, ont un effet négatif sur l'économie occidentale.

Interrogé lors d'une entrevue radiophonique, le critique financier du NPD aux Communes, M. Bob Rae, affirme que les mesures adoptées ont durement touché l'homme de la rue et qu'il suffit d'interroger les trois millions de chômeurs de Grande-Bretagne pour s'en rendre compte.

M. Rae ajoute que les dirigeants occidentaux ont constamment privilégié la lutte à l'inflation, qui a néanmoins constamment augmenté et négligé la lutte contre le chômage, qui a également subi une forte hausse.

Seule la satisfaction de leurs demandes fera rentrer les postiers

d'après PC

■ Les postiers en grève ne reprendront pas le travail aussi longtemps que leurs principales demandes n'auront pas été acceptées, même si le gouvernement fédéral tente de les y contraindre par le biais d'une loi spéciale.

Tel est le défi lancé à Ottawa samedi soir par le président du syndicat des postiers, Jean-Claude Parrot, qui s'adressait aux participants à un congrès syndical.

«Il est évident que les postiers refuseront de reprendre le travail, même si le gouvernement fédéral adopte une législation spéciale», a-t-il dit.

Parlant devant les membres de la Confédération des syndicats canadiens, centrale rivale du Congrès du travail du Canada, M. Parrot a affirmé que la grève des Postes pourrait se prolonger du fait que le président du Conseil du Trésor, M. Johnston, ne désire pas qu'elle prenne fin immédiatement.

«Tout ce qu'il désire, c'est un affrontement prolongé qui, selon lui, démontrera à quel point il peut faire preuve de fermeté à l'endroit des employés des postes», de dire M. Parrot. Il a rappelé que les 23.000 postiers, en grève depuis 12 jours, étaient prêts à accepter les recommandations formulées par un comité

de conciliation. Ce rapport fut rejeté par le gouvernement le mois dernier, sous prétexte qu'il aurait contribué au mouvement inflationniste au pays.

«Notre acceptation du rapport de conciliation n'était valable que si nous n'étions pas forcés de déclencher la grève. Dans la situation actuelle, il en coûtera encore plus au gouvernement», de dire M. Parrot.

Le rapport de conciliation suggérait une hausse salariale de 70 cents l'heure, soit une augmentation égale à celle offerte par le gouvernement, de dire le président des postiers qui se demande, devant ces faits, comment M. Johnston peut juger le rapport «inflationniste».

CARTES DE CRÉDIT

Mise au point de Tardif: pas d'intérêt sans compte

■ Un commerçant émetteur d'une carte de crédit doit fournir au consommateur un état de compte mis à la poste au moins 21 jours avant la date à laquelle le créancier peut exiger des frais de crédit. En outre, le commerçant ne peut exiger des frais de crédit sur le solde impayé, sauf sur les avances en argent, tant que le consommateur n'a pas reçu à son adresse un état de compte.

Ce sont là des précisions qu'a tenu à apporter hier le ministre

de l'Habitation et de la Protection du consommateur, Guy Tardif, à cause de la grève des postes. La grève oblige les émetteurs de cartes de crédit, soit à faire parvenir l'état de compte au consommateur par un autre moyen ou à renoncer à exiger des frais de crédit sur les soldes impayés.

Signalons toutefois que ces dispositions n'ont pas pour effet d'éviter au consommateur le paiement des frais de crédit sur les montants pour lesquels il a

déjà été facturé. Dans ce cas, si le consommateur n'effectue pas ses paiements dans les délais prescrits, il encourra des frais de crédit malgré la grève. Seuls les détenteurs de cartes de crédit qui ne recevront pas leur compte à temps à cause de la grève seront exemptés pendant le délai d'expédition.

Par ailleurs, la seule obligation qu'a le commerçant, c'est de faire parvenir, par un moyen quelconque, un état de compte au consommateur.

Réseau d'urgence pour les chèques de Québec

■ Les bénéficiaires des prestations sociales toucheront leurs chèques comme à l'habitude, en dépit de la grève des Postes. Les bénéficiaires concernés sont ceux qui reçoivent des chèques de l'aide sociale, de la Régie des rentes du Québec, de la Commission administrative du régime de retraite (CAAR), de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) et de la Régie de l'assurance-automobile (RAAQ). Les Familles d'accueil pourront aussi toucher leur allocation.

Un réseau d'urgence est en place pour assurer cette distribution et, le moment venu, des renseignements précis seront communiqués par les médias d'information aux différentes catégories de bénéficiaires. On leur fera alors connaître la date et l'endroit où ils pourront se procurer le chèque attendu.

D'ici là, les bénéficiaires sont priés de prendre note des avis qui suivent:

• **AIDE SOCIALE.** Généralement, les bénéficiaires de l'aide sociale doivent retourner, le 15 de chaque mois, leur déclaration mensuelle (formulaires AS-7).

Pour le mois de juillet, et compte tenu de la grève des Postes, seuls les bénéficiaires qui ont à déclarer un changement à leur situation sont tenus de le faire dès que ce changement se produit. Pour cela, ils doivent communiquer sans tarder avec leur agent de l'aide sociale.

En cas de poursuite de la grève des Postes, TOUS les bénéficiaires devront remettre leur «déclaration mensuelle» au bureau de l'aide sociale, lorsqu'ils réclameront leur prochain chèque.

Les nouveaux bénéficiaires de l'aide sociale qui attendent un

premier chèque seront informés individuellement par leur bureau local sur les moyens à prendre pour obtenir leur chèque.

Les personnes âgées et handicapées, hébergées en centres d'accueil, recevront leurs chèques sans avoir à se déplacer.

• **COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL (CSST).** Les chèques émis quotidiennement (pour incapacité totale temporaire) sont distribués par les bureaux régionaux de la CSST.

Les bénéficiaires de rentes mensuelles seront avisés par les médias d'information régionaux, sur les moyens à prendre pour obtenir leur chèque.

• **COMMISSION ADMINISTRATIVE DU RÉGIME DE RETRAITE (CAAR).** Le chèque daté du 15 juillet sera distribué au début du mois d'août, en même temps que celui daté du 29 juillet, par le réseau d'urgence mis en place par le gouvernement du Québec.

Le moment venu, des renseignements précis seront communiqués, par les médias d'information, en vue de faire connaître aux bénéficiaires la date et l'endroit où ils pourront se procurer les chèques attendus.

Les nouveaux bénéficiaires de la CAAR qui attendent un premier chèque de pension seront informés individuellement par la Commission sur les moyens à prendre pour obtenir le ou les chèques qui leur sont dus.

Les retraités qui bénéficient actuellement du système de dépôt direct de leur pension dans leur compte bancaire continueront, malgré l'interruption du service postal, à recevoir leur prestation habituelle sans aucun délai et sans avoir à se déplacer.

Les régimes de pension administrés par la CAAR sont ceux des fonctionnaires, des employés du gouvernement et des

organismes publics, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec, des membres de l'Assemblée nationale, des juges, des maires et des conseillers des municipalités du Québec.

• **RÉGIE DE L'ASSURANCE-AUTOMOBILE DU QUÉBEC (RAAQ).** Les personnes qui attendent un premier chèque de la RAAQ seront informées par téléphone de la date et de l'endroit où elles pourront se le procurer.

Le moment venu, des renseignements précis seront communiqués aux autres bénéficiaires sur la date et l'endroit où ils pourront se procurer le chèque attendu.

• **RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC (RRQ).** Les bénéficiaires du Régime des rentes du Québec qui reçoivent un chèque de rente de retraite, de conjoint survivant, d'invalidité, d'orphelin, d'enfant de cotisant invalide, recevront leur chèque de juillet par le réseau d'urgence de distribution que le gouvernement du Québec a mis sur pied.

La Régie des rentes rappelle aux bénéficiaires qu'ils seront avisés par les médias d'information des moyens à prendre pour recevoir leur chèque.

Pour ce qui est de la distribution des allocations familiales pour le mois de juillet, une décision sera prise dans les jours qui viennent.

• **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.** Le Comité interministériel chargé par le gouvernement du Québec d'assurer la distribution des chèques — en cas de situations exceptionnelles — invite les bénéficiaires, dans leur propre intérêt, à ne pas appeler sans raison sérieuse les différents organismes concernés. Ils doivent plutôt consulter les médias d'information qui leur fourniront tous les renseignements utiles, le moment venu.

Anglais

4 semaines intensives
4 heures par jour

ou

10 semaines: 2 soirs
par semaine

GALOIS

école de langues

1410, rue Stanley
(métro Peel)

844-5060

depuis 1965

LA MÉTÉO
à MontréalAUJOURD'HUI
Minimum: 18 Maximum: 28
Nuageux et averse
et risques d'orage

au Québec

RÉGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Abitibi	—	25	Nuageux et averse	Gén. ensoleillé
Outaouais	—	28	Nuageux et averse	Dégagement
Laurentides	—	25	Nuageux et averse	Dégagement
Cantons de l'Est	—	28	Nuageux et averse	Dégagement
Mauricie	—	25	Nuageux et averse	Dégagement
Québec	—	25	Nuageux et averse	Dégagement
Lac-Saint-Jean	—	25	Nuageux et averse	Dég. graduel
Rimouski	—	20	Néb. croissante, averse	Nuag. et averse
Gaspésie	—	20	Néb. croissante, averse	Nuag. et averse
Bas-Caraïbe	—	20	Néb. croissante, averse	Nuag. et averse
Sept-Îles	—	20	Néb. croissante, averse	Nuag. et averse

au Canada

RÉGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Colombie-Britannique	—	12	Ensoleillé	Ensoleillé
Alberta	—	10	Ensoleillé	Ensoleillé

La Quotidienne

Tirage de samedi

9-9-1

DEMAIN

Dégagement

	Aujourd'hui	Capitales	Min.	Max.
Saskatchewan	Ensoleillé	Regina	13	29
Manitoba	Ensoleillé	Winnipeg	15	30
Ontario	Part. nuageux	Toronto	18	30
Nouveau-Brunswick	Averse	Fredericton	14	26
Nouvelle-Écosse	Averse	Halifax	14	22
Île-du-Prince-Édouard	Averse	Charlottetown	14	22
Terre-Neuve	Ensoleillé	Saint-Jean	11	18

si vous partez...

aux États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.		Min.	Max.
Boston	23	34	Miami	24	35	Pittsburgh	11	29
Buffalo	17	29	New York	29	33	San Francisco	10	20
Chicago	15	32	Nlle-Orléans	23	30	Washington	23	33

vers les capitales

Amsterdam	16	21	Hong Kong	28	31	Oslo	17	26
Athènes	22	34	Le Caire	21	34	Paris	16	24
Berlin	17	28	Lisbonne	16	31	Rome	18	31
Bruxelles	13	18	Londres	14	22	Séoul	19	29
Buenos Aires	5	16	Madrid	11	31	Stockholm	13	27
Copenhague	18	26	Moscou	15	23	Tokyo	26	32
Genève	16	21	Mexico	10	23	Vienne	18	29

vers les plages

Acapulco	25	33	Bermudes	25	29	San Juan	23	32
Barbade	25	30	Nassau	23	33	Trinidad	25	31
Aujourd'hui			Capitales			Min. Max.		

la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LEE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400». Port de retour garanti.

*TARIFS D'ABONNEMENTS

ÉDITION NATIONALE
LIVRAISON À DOMICILE: Lundi au samedi \$2.10
Lundi au vendredi \$1.50
Samedi seulement 0.85

*TARIFS D'ABONNEMENTS

LIVRAISON À DOMICILE: Lundi au samedi \$1.75
Lundi au vendredi \$1.25
Samedi seulement 0.75

* Tarifs différents pour les routes motorisées

TARIFS D'ABONNEMENTS

PAR COURRIER (Surface)

	13	26	\$2
CANADA			
Lundi au samedi	\$37.00	\$74.00	\$148.00
Lundi au vendredi	\$24.00	\$48.00	\$96.00
Samedi seulement	\$13.00	\$26.00	\$52.00

ÉTATS-UNIS ET PAYS ÉTRANGERS

	13	26	\$2
Lundi au samedi	\$72.80	\$145.60	\$291.20
Lundi au vendredi	\$52.00	\$104.00	\$208.00
Samedi seulement	\$20.80	\$41.60	\$83.20

INFORMATION GÉNÉRALE

285-7272
285-7070
285-7100
285-7383

ANNONCES CLASSÉES

285-7111
285-7205

GRANDES ANNONCES

285-7202
285-7306
285-7265

COMPTABILITÉ

285-6892
285-6901

Pour vous abonner, nos bureaux sont ouverts de 7h à 18h (samedi: 7h à 15h) 285-6911

Six morts à bord d'un pétrolier amarré frappé par la foudre

■ GENES (AFP) — L'explosion survenue à bord du pétrolier japonais «Hakuyuh Maru» touché par la foudre hier en début d'après-midi dans le port de Gênes a fait au total six morts et dix blessés, selon un bilan officiel publié dans la soirée.

Le corps d'un Italien a en effet été retrouvé peu avant 20h00 (18h00 GMT), flottant dans les eaux du bassin. Auparavant, on avait annoncé le décès de 5 des 32 membres d'équipage, tous Sud-Coréens. Les corps de 4 marins sont encore prisonniers des décombres fumants sur le pétrolier. Les 10 blessés répertoriés sont 7 Italiens et 3 Yougoslaves du pétrolier yougoslave «Industrial Prosperity», amarré à côté du «Hakuyuh Maru» et à bord duquel s'était déclaré un incendie, rapidement maîtrisé.

A 21h30 (19h30 GMT), le feu continuait de faire rage dans les citernes situées à la proue du pétrolier. Les autorités du port de Gênes inquiétées par la présence de gaz volatils dans les citernes du navire, ont cependant estimé, après une inspection des pompiers, déposés à bord par un hélicoptère, que le risque d'explosion était dorénavant écarté. Elle ont en conséquence levé l'état d'alerte décrété dans l'ensemble du bassin pétrolier de Gênes-Motardo.

Les bateaux-pompes ont cependant continué toute la soirée d'arroser le bâtiment pour refroidir les tôles chauffées à

blanc par l'incendie. D'épaisses volutes de fumée noire se dégageaient toujours du pont.

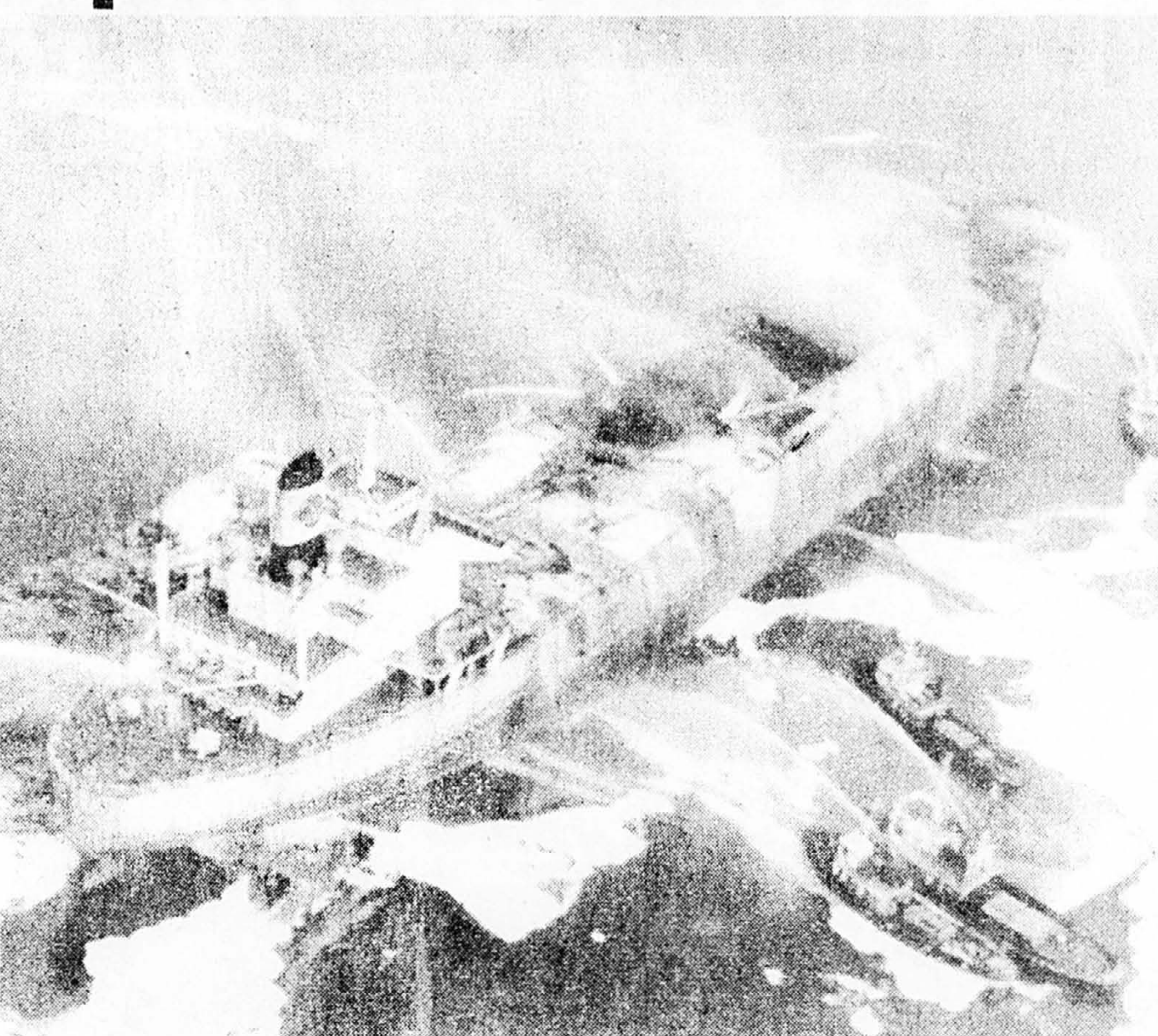
Les autorités ont décidé de renvoyer à aujourd'hui les opérations de déblaiement des décombres et de recherche des corps, jugées trop périlleuses de nuit. Des hommes-grenouilles plongeront également autour du navire à la recherche d'autres victimes éventuelles.

Les premiers résultats de l'enquête ont permis d'établir que la foudre avait frappé le pétrolier au moment le plus critique, alors que venait de s'achever le déchargement de 83.700 tonnes de brut algérien. Elles est tombée sur un mât central et a gagné le pont, provoquant deux explosions, l'une dans la salle des machines, la plus violente dans une citerne à l'avant du navire.

La présence du gaz dans les citernes, comme après chaque opération de déchargement de brut, en a accru la violence, projetant en l'air des gragments de tôle de plus de 8 m de long.

Une nappe de pétrole s'est répandue sur l'eau et a pris feu, ce qui, avec l'épaisse fumée qui se dégageait du pétrolier, a considérablement gêné le travail des sauveteurs.

Les explosions provoquées par la foudre à bord de pétroliers en pleine charge sont extrêmement rares. Les navires qui n'ont pas encore été dégazés sont en revanche plus exposés à ce type d'accident, notent les experts.



Des bateaux-pompes aspergent sur un pétrolier japonais amarré à vide dans le port de Gênes, et qui apris feu après avoir été frappé par un éclair.

«Richard coeur-de-manège» fait fureur à la Ronde

■ Richard Rodriguez, cet universitaire de 23 ans de New York, qui depuis vendredi à 14h virevolte dans le supermanège, fait fureur à la Ronde.

PIERRE BELLEMARE

Aujourd'hui à 14h, il aura fait au-delà de 1.200 tours et passé quelque chose comme 70 heures dans sa voiturette qui, de 100 secondes en 100 secondes, le galvaude sur des rails, tantôt la tête à l'endroit, tantôt la tête à l'envers.

Au moins, Rodriguez aura réussi dès samedi matin à 6h27 à battre le record de deux Allemands qui ont accompli 302 «voyages» consécutifs à bord de montagnes russes. Sauf que Rodriguez complétait alors son 303ième tour avant-hier matin pendant qu'il roupillait à bord de son manège. On a attendu qu'il se réveille pour... lui présenter des fleurs.

Des fleurs qui lui ont été offertes par le personnel de l'A-MARC, qui, sous la gentille direction de Johanne Robitaille, traite aux petits oignons le nouveau héros qui a déjà à son crédit quatre records inscrits dans le livre des records Guinness.

Non seulement Rodriguez a «facilement» éclipsé le record des Allemands, mais il continue toujours à un rythme endiablé de vouloir battre son propre record qui est d'avoir passé 202

heures à bord d'une telle voiturette, ce qui représente plus de huit jours.

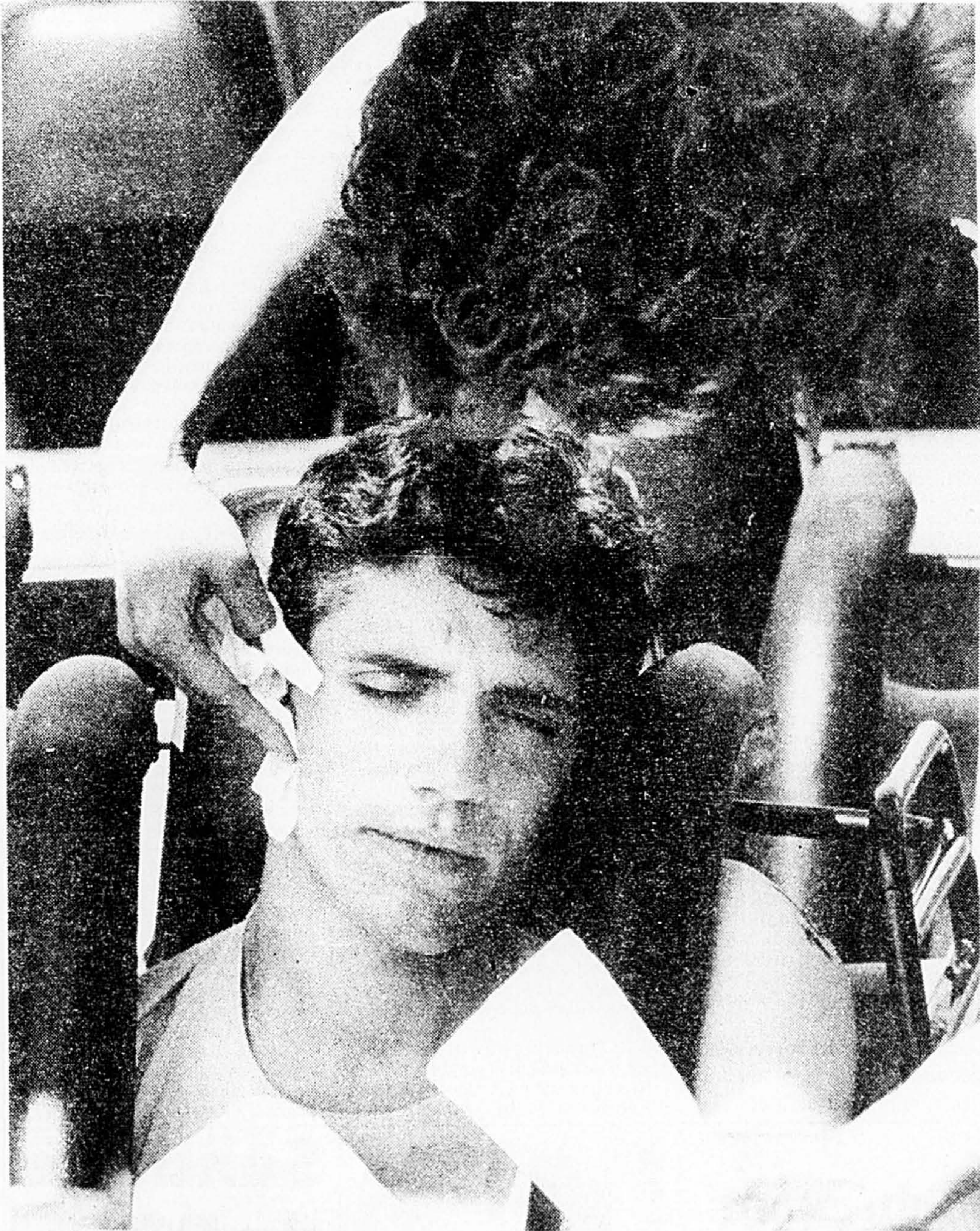
Les docteurs Lassonde et Croteau l'ont examiné durant le week-end et, selon eux, le jeune «Richard coeur de manège» s'en porte très bien: son poulx n'a pas bronché et le coeur tient solide-ment.

Les gens, surtout les jeunes filles, se ruient hier encore pour prendre place à ses côtés, pour avoir le plaisir de faire un tour en marge de sa superformance.

Rodriguez indiquait d'ailleurs qu'il souhaitait de la compagnie féminine à ses côtés pour l'encourager à se rendre jusqu'au bout. La nuit, deux chandails, un cache-nez, des gants pour vaincre un froid relatif. Le jour, sous le soleil de plomb, des crèmes solaires sur le visage, des coussins pour aider à mieux absorber les chocs.

Au bout de trois ou quatre heures, une vingtaine de minutes de lunch, de rafraichissements, de massage, de surveillance médicale, de changement de vêtements, de période de dégoûdis sement musculaire, le tout fait en un temps... record.

Il a même bouffé en fin de semaine une pizza tout en poursuivant sa folle équipée: il a rapidement avalé des jus ou des yogourts à bord de sa voiturette, les joues et le front rôtis par le soleil. Il pense atteindre son objectif!



La chaleur se fait parfois accablante.

Photo Armand Trotter LA PRESSE

Vol de \$1.25 million au Monte Carlo Beach

■ ROQUEBRUNE CAP-SAINT-MARTIN (AP) — Neuf coffres-forts ont été ouverts dans la nuit de jeudi à vendredi dans le palace Monte Carlo Beach à Roquebrune-Cap-Saint-Martin, à l'aide de fausses clés, et ont été vidés de leur contenu. Le montant du vol — bijoux et numéraire — est estimé à 6.350.000 ff (environ \$1.25 million).

Un avis de recherche international a été lancé. Toutes les polices étaient aux trousses du veilleur de nuit de l'hôtel, Robert Starr, 44 ans, de nationalité australienne, devenu le suspect numéro un de ce sensationnel fric-frac.

L'affaire remonte donc à la nuit de jeudi à vendredi derniers.

À LA SUITE D'UNE EXPLOSION EN INDE Plus de 300 ouvriers prisonniers des décombres de leur usine

■ NEW DELHI (AFP) — Ses cris de terreur couvraient par moments le bruit des véhicules de secours. Le premier jour il a appelé au secours, le second il a pleuré, prié, supplié. Le troisième, il sanglotait par intermittence: «Je vais mourir, par pitié sortez-moi de là.»

Il est l'un des trois ou quatre cents ouvriers, selon les estimations de source policière, bloqués dans les décombres d'une usine de tissage située près de Surat, à environ 350 km du port de Bombay, dans l'état indien de Gujarat. Les trois étages du bâtiment se sont effondrés jeudi dernier à la suite de l'explosion d'une chaudière.

Pour l'instant, les sauveteurs ont sorti des ruines 32 cadavres et dégagé 94 ouvriers qui ont été hospitalisés. Trois d'entre eux ont eu des membres écrasés. Huit autres sont dans un état très grave.

Mais selon l'agence de presse indienne PTI, aucune victime n'a pu être localisée depuis la nuit de samedi à dimanche.

Les opérations rendues difficiles par la pluie et le manque d'équipement ont été ponctuées de scènes d'horreur.

En ce qui concerne l'homme que l'on entendait supplier, l'un des sauveteurs a affirmé que rien ne pouvait être fait pour le moment pour le dégager par crainte de provoquer de nouveaux effondrements.

Les deux fils du propriétaire de l'entreprise sont morts dans la catastrophe. Ils devaient quitter l'usine le lendemain du drame pour regagner l'université technique de textile de Bombay où ils étudiaient. Le fils aîné a pu être repéré mais il avait la jambe gauche écrasée par des blocs de béton. Cinq heures durant, il n'a cessé de supplier ses sauveteurs de l'amputer de la jambe:

«Je ne veux pas mourir. Sauvez-moi» demandait-il. Il est mort alors que les pompiers tentaient de le dégager.

Une équipe médicale est intervenue pour maintenir en vie les ouvriers partiellement ensevelis en leur faisant respirer de l'oxygène. «Nous faisons de notre mieux», a déclaré l'un de ses membres, mais outre leurs graves blessures physiques, ils ont subi une commotion qui peut leur être fatale. Un jeune employé qui avait pu être retiré vivant des décombres, est mort sous le choc en jetant un regard sur son usine effondrée.

L'atmosphère tragique est encore aggravée par la présence près des lieux de la catastrophe de milliers de proches des victimes, qui attendent: «Je suis là depuis jeudi soir. C'est Dieu qui décidera si je vais revoir mon fils mort ou vivant», a déclaré un père.

Quatorze morts au cours du week-end

■ Quatorze personnes sont mortes de façon accidentelle au Québec au cours du week-end; la route a fait onze victimes et trois personnes se sont noyées.

Vendredi, vers 23h15, **Richard Poirier**, âgé de 19 ans, de Saint-Georges-de-Beauce, a péri sur le coup quand le véhicule à bord duquel il prenait place a capoté sur le boulevard Champlain, à Sillery.

Samedi, vers 6 heures, **Gaëtan Beaudry**, âgé de 23 ans, du 2205, rue Darling, à Montréal, s'est noyé dans le lac Dainava, à Morin Heights. Vers 11h30, **Luc Caron**, âgé de 6 ans, de Saint-Denis, a été happé par un véhicule alors qu'il conduisait une bicyclette sur la route 132, à Saint-Denis. Vers 15 heures, **Yves Gauthier**, 16 ans, de Saint-Thécle, comté de Laviolette, s'est noyé dans la rivière Batis-can, à Notre-Dame-des-Anges. Vers 15h20, **M. Omer Bournival**, âgé de 69 ans, de Saint-Thomas-de-Claxton, est mort dans une collision entre deux véhicules sur la rue principale, à Saint-Thomas-de-Claxton, comté de Maskinongé.

Toujours samedi, vers 20h30, **Luc Richer**, âgé de 20 ans, de Saint-Jérôme, s'est noyé dans la rivière de la Diable, à La Conception, comté de Labelle. Vers 21h10, **Andrew Martin Thomas**, 14 ans, de Saint-Télesphore, est mort dans la collision de sa moto et d'une voiture, sur le chemin Dalhousie, à Dalhousie Station. Vers 22h16, une collision frontale entre deux véhicules sur la route 132, à Petit Pabos, fait trois morts. Les victimes sont **Euclide Deblois**, 20 ans, de Sainte-Thérèse, comté de Gaspé; **Bernard Gouin**, 19 ans, de Saint-François-de-Pabos, et **Gaston Duguay**, 33 ans, de Pabos. Vers 23h30, **Jean-Pierre Nadeau**, âgé de 19 ans, de Saint-Joseph-de-Beauce, est mort dans une collision entre deux véhicules, sur le chemin Saint-Etienne, à Vallée-Jonction.

Hier, vers 1h00, **Chantale Trempe**, âgée de 17 ans, de Sainte-Marguerite, a péri sur le coup quand le camion à bord duquel elle prenait place a fait une embardée sur le chemin Saint-Emélie, à Saint-Marguerite. Vers 4h00, **M. Normand Richard**, âgé de 32 ans, de Saint-Thécle, a succombé à ses blessures à la suite du dérapage de son véhicule sur le chemin du lac Jésus, à Saint-Thécle.

Finalement, hier, vers 8h45, **Denis Perreault**, âgé de 24 ans, d'Amos, est décédé dans une collision entre deux véhicules sur la route 117, à Malartic.

Un détenu trouvé pendu

■ COWANSVILLE (PC) — Un détenu de la prison provinciale de Cowansville, attendant de passer en jugement, a été trouvé pendu dans sa cellule samedi soir, indiquait-on hier de source policière.

Gilles Grenier, âgé de 19 ans, et originaire de Melocheville, était accusé d'avoir pénétré par effraction dans une maison.

Il n'avait jusqu'alors pas de casier judiciaire.



Photos en 1 heure

Nous offrons un service de 1 heure sur développement et impression de vos films photos couleurs.

Réimpression de vos négatifs en 20 minutes. Format 110-126-35 mm (C-41)

Apportez cette annonce pour un

RABAIS DE \$1.00

Offre valable jusqu'au 30 août 1981. Limite de 1 rouleau par annonce.

Lozeau LTÉE
6229, Saint-Hubert
Montréal
274-6577
Le magasin d'équipement photographique le plus complet à Montréal

ALEXANDRE

MARDI LE 14 JUILLET
FÊTE DE LA BASTILLE
Accordéon - musique RTL France et danse.

MENU SPÉCIAL

Crudité Marie-Antoinette, Entrée bœuf délaissée à la Louis XVI, Tarte tricolore Robespierre, Café et thé. 14.00

1459, rue Peel
face à l'Hôtel Sheraton Mont-Royal
Réservation
288-5105

«Faire du couloir», passion et métier lucratif pour Dominique Boivin, «lobbyist»

■ QUÉBEC — «Si la compagnie General Dynamics s'est cassée les dents dans ses relations avec le gouvernement du Québec, on peut en imputer la cause au fait que cette multinationale n'avait pas un bon lobbyist pour la représenter dans la

CLAUDE-V. MARSO LAIS

de notre bureau de Québec

Vieille Capitale», tranche catégoriquement Dominique Boivin, seul lobbyist professionnel à hanter les couloirs de l'Assemblée nationale.

Ayant commencé cette carrière en 1975 à titre de conseiller en affaires gouvernementales (terme admis par l'Office de la langue française pour «lobbyist») pour le Bureau des assurances du Canada et deux ans plus tard pour son propre compte, Dominique Boivin sait de quoi il parle.

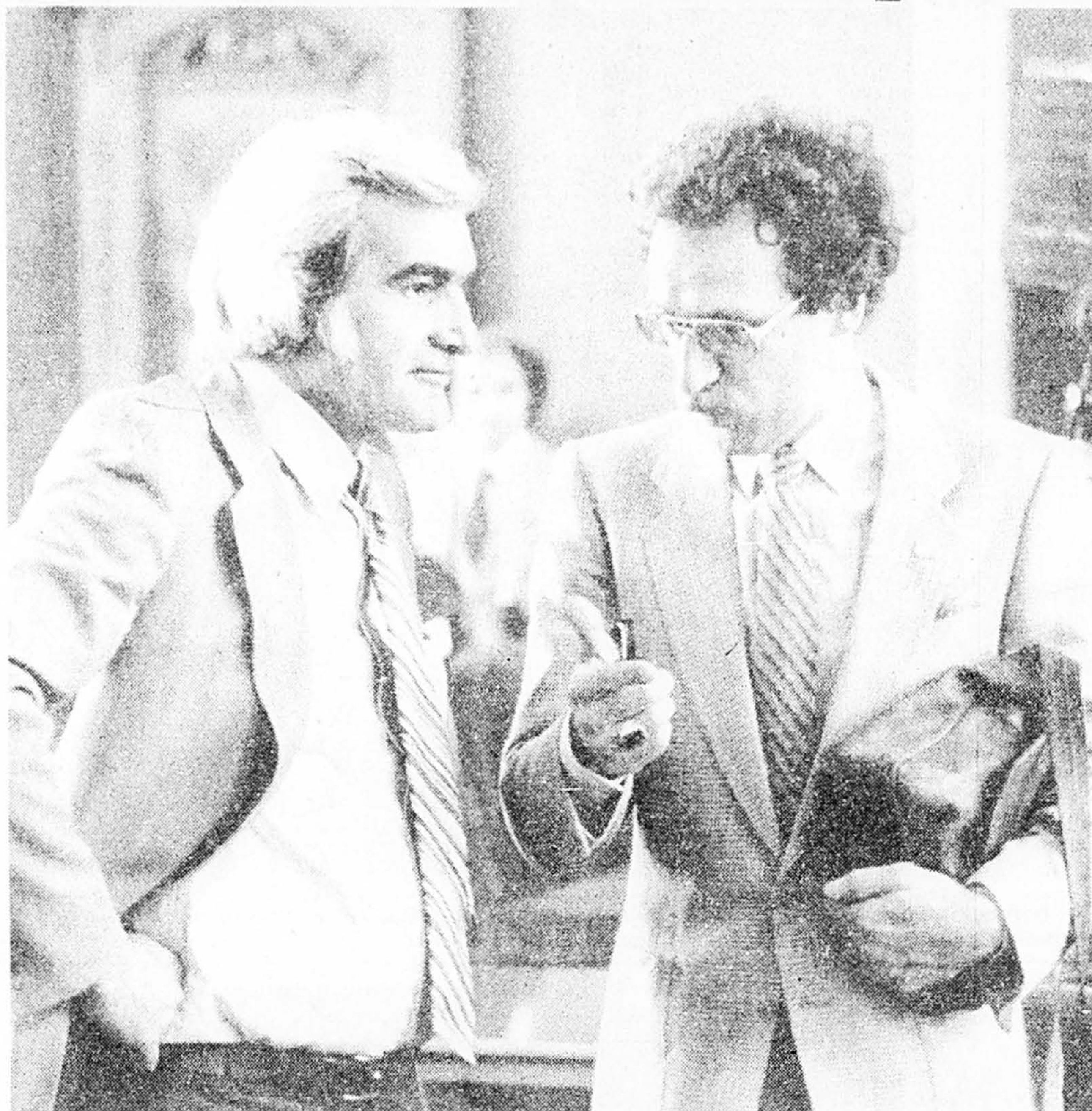
A son avis, cette multinationale qui embauche d'excellents lobbyists à l'échelle internationale s'est complètement fourvoyée en confiant à une maison de Toronto cette fonction de représentation. Cette maison de Toronto a eu tôt fait de donner à une agence de Montréal ce contrat particulier qui, à son tour, a appointé un agent de Québec. La multiplicité des intermédiaires a donné lieu à des interprétations différentes de l'attitude gouvernementale et l'inévitable, la guerre ouverte, s'est produite. «Même les Libéraux qui avaient épousé leur cause au début en s'opposant à la nationalisation de la compagnie Asbestos ne comprenaient plus tellement ce qui avait amené General Dynamics à se prendre dans un tel borborygme», confie-t-il.

«Or, un bon lobbyist doit éviter de se comporter comme un éléphant marchant sur des coquilles d'oeuf. Prudence, tact et diplomatie sont nécessaires à l'avancement de tout dossier», constate-t-il en signalant que cette multinationale a appris à ses dépens que la mentalité politique québécoise était passablement différente de celle d'Ottawa ou d'autres pays.

Dominique Boivin se plaît à se comparer à un journaliste qui publierait un dossier à tirage limité. C'est que 80 p. cent de son travail est consacré à la cueillette de l'information, qu'elle provienne sous forme de rapports, de déclarations publiques ou d'entrevues. Cette information deviendra disponible au client éventuel.

L'autre partie du travail consiste à conseiller le client sur l'attitude à prendre face à telle ou telle intention politique exprimée par le gouvernement et parfois à servir d'intermédiaire lorsque la situation devient conflictuelle. C'est ainsi que plusieurs municipalités de moyenne importance dont le maire est libéral et dont la population a donné une majorité libérale malgré le fait qu'un péquiste l'ait emporté au niveau du comté vont lui confier un mandat de représentation afin de faire avancer leur dossier car elles savent que les élus vont s'en désintéresser. La nature humaine est ainsi faite!

Le «lobbying» au Canada et au Québec a toujours eu mauvaise



Dominique Boivin (à droite) s'entretient avec Jean-Roch Boivin, le chef de cabinet du premier ministre Lévesque, qui malgré son nom, n'est pas parent avec le «lobbyist» de la Vieille Capitale.

photo Pierre McCann, LA PRESSE

réputation parce qu'on l'identifiait au trafic d'influence. Mais avec l'abolition des caisses électoralistes occultes et l'expansion de la Fonction publique, il est de plus en plus difficile à un président de compagnie ou à une personnalité civile de téléphoner à un ministre pour tenter de l'influencer au niveau d'une décision politique.

«Depuis les années 1970, on ne gouverne plus à Québec comme si on administrait une municipalité. «Seuls le ministre Claude Morin et le délégué général du Québec à Paris, Yves Michaud, conservent cette mentalité d'essayer de tout régler sur un simple appel téléphonique. L'Etat se soucie avant tout de nos jours de l'opinion publique, ce que le milieu des affaires n'a pas encore compris. Or, devant la complexité de l'administration publique et de ses multiples réseaux et face à une pluralité d'opinions sur un sujet précis, il est rare qu'un gouvernement va donner raison à un groupe plutôt qu'à un autre», soutient M. Boivin.

Cyniquement, il ajoute que l'Etat n'a pas besoin de mousser des projets car par la seule place qu'il occupe, il crée déjà tellement de problèmes. Mais l'instinct du lobbyist lui fait dire qu'au moment des hostilités, il faut toujours réserver au gouvernement une porte de sortie honorable.

Lobbyist par la force des circonstances

Dominique Boivin n'est pas

devenu «couloiriste» du jour au lendemain. C'est plutôt les circonstances qui l'ont poussé à cette fonction. Après l'obtention d'un diplôme en sciences politiques en 1972, il devenait l'année suivante le chef de cabinet du whip de l'Opposition officielle, M. Marcel Léger.

Il ne devait occuper ce poste que deux ans. Ayant été à l'origine d'une fuite dans les journaux relatifs à des dissensions internes au sein du PQ, on l'invita à démissionner. En même temps que ces événements avaient lieu, le Bureau des assurances du Canada lui offrit un emploi de lobbyist pigiste qu'il accepta et qui devait devenir pour lui une profession à temps plein. En 1977, il se sent les reins assez solides pour fonder sa propre maison. Depuis ce temps, il hante les couloirs du Parlement hebdomadairement.

Malgré ses antécédents, le seul conseiller en affaires gouvernementales de Québec entretient de bonnes relations avec tous les partis politiques. Selon lui, cette profession exige l'oubli de toute partisanerie et de la subjectivité qui en découle. D'ailleurs, il a besoin des uns et des autres. Lorsqu'il frappe à la porte d'un ministère et qu'il n'obtient pas de réponse sur un dossier «brûlant», il utilisera l'Opposition pour le faire avancer.

Le «lobbying» de profession est-il lucratif? Il répond par l'affirmative mais en ajoutant «pas à en devenir millionnaire». En

fait, son tarif est de \$90 l'heure auquel vient s'ajouter un taux horaire de \$50 pour son service de recherche. D'autres options sont également possibles, comme un contrat d'une durée limitée ou un appointement annuel. Dans ce dernier cas, le suivi minimum d'un dossier coûtera \$15,000 au client.

Son bureau est composé de trois permanents et il lui arrive d'embaucher trois à quatre pigistes durant les périodes très actives.

Une profession appelée à grandir

Même si Dominique Boivin n'a pu convaincre le législateur de reconnaître officiellement la profession de «lobbyist», il se dit assuré que la profession va devenir de plus en plus importante avec les années.

Il base son raisonnement sur le fait que les groupes socio-économiques, les entreprises et les groupes de citoyens vont devoir faire de plus en plus de représentations au niveau législatif. «Pour être en mesure d'être écouté, il faut faire ce que j'appelle la prévention. Un gouvernement élu a la possibilité de faire presque n'importe quoi. Si les électeurs ne poursuivent pas l'élite pendant l'exécution de son mandat, ce dernier gouvernera selon le principe qui dit qu'il ne faut pas donner à la clientèle plus qu'elle n'en demande, d'où le risque qu'il décide seul de ce qui doit faire le bonheur de son administré.»

CONSTITUTION

Lorne Nystrom, un point de vue différent au NPD

■ OTTAWA (PC) — Dans l'éventualité où le premier ministre Trudeau obtiendrait l'approbation de son projet constitutionnel, un profond malaise s'installerait au Québec et dans les provinces de l'Ouest.

C'est du moins l'opinion exprimée par le député néo-démocrate, M. Lorne Nystrom, à l'émission «Question Period» du réseau CTV.

Le député néo-démocrate prévoit la tenue d'un nouveau référendum au Québec et une série de contestations juridiques portant sur différentes sections de la charte fédérale des droits, si une formule de compromis n'est pas trouvée.

M. Nystrom, l'un des quatre députés néo-démocrates qui ont défié leur chef, M. Ed Broadbent, dans le dossier constitutionnel, a déclaré que cet incident ne pouvait que faire du bien à son parti.

«Le député néo-démocrate a admis que ce fut difficile: «Il n'est jamais facile de désapprouver son chef sur une question aussi fondamentale.»

M. Nystrom déplore surtout

que le gouvernement central puisse nommer de hauts responsables sans tenir compte de l'avis des provinces. En Cour suprême, par exemple, les juges devraient être nommés par les gouvernements fédéral et provinciaux. Les provinces devraient également pouvoir nommer des sénateurs et avoir leur mot à dire dans le choix de ceux devant siéger au conseil de direction de la Banque du Canada.

«De tels changements démocratiseraient les institutions canadiennes et permettraient à différentes régions de participer aux centres de décision.»

M. Nystrom désapprouve ceux qui dénoncent le régionalisme dans l'Est ou l'Ouest du Canada et estime que la forme la plus puissante de régionalisme est perceptible en Ontario.

«La vérité est que l'Ontario qualifie son régionalisme de nationalisme et que cette forme de pensée n'est en rien supérieure aux autres régionalismes perçus ailleurs, que ce soit pour l'intérêt national ou dans son aspect nationaliste.»



photo CP
Lorne Nystrom, député néo-démocrate de Yorkton-Melville en Saskatchewan.

Sondage du PQ: le «oui» a gagné 4.6 p.c.

■ QUÉBEC (PC) — Un sondage du Parti québécois démontre que le gouvernement Lévesque a réussi à gagner à l'option souverainiste une bonne majorité des francophones.

Ce sondage réalisé au cours du mois de juin révèle que 59 pour cent des Québécois francophones appuient l'option de la souveraineté-association, contre 32 pour cent qui la rejettent, et que si la question référendaire avait été posée en juin le Oui aurait obtenu 45 pour cent des suffrages, comparativement à 40,4 le 20 mai 1980.

Cependant, l'indépendance pure et simple ne récolte que 25 pour cent d'appui contre 63 pour cent de rejet.

Ce sondage a été effectué en deux temps au cours de la première quinzaine de juin, auprès de 950 personnes répondant à 16 questions.

EN BREF

Le drapeau qui a fait le tour du monde

■ Le premier ministre Trudeau semblait particulièrement ému lorsque le président Reagan lui offrit un drapeau qui fit plusieurs fois le tour du monde: celui du Canada. A l'issue de son déjeuner de travail avec le chef du gouvernement canadien, le chef de l'exécutif américain devait en effet remettre vendredi l'unifolier qui était à bord de la navette spatiale Columbia lorsqu'elle fit plusieurs révolutions autour de la Terre, en mars dernier. Quatre autres drapeaux de pays membres des Nations unies étaient à l'intérieur du Columbia. Le Canada, rappelle-t-on, a mis au point le bras-robot dont sera dotée la prochaine navette spatiale qui s'envolera en septembre.

Alimentation: hausses prévues

■ Le prix du bœuf, du porc, des oeufs et de la dinde pourrait bientôt grimper de façon sensible. C'est ce qu'affirme l'Office de commercialisation du porc de l'Ontario qui rappelle que le prix du porc, qui est passé de 43 cents au printemps 1980 à 80 cents le mois dernier, devrait être bientôt en hausse. «Ces prix sont trop justes à l'heure actuelle et les éleveurs devront élargir leur marge de profits, considérablement réduite par les prix actuels qui sont trop bas.» Les oeufs, déjà augmentés de deux cents la semaine dernière, seront également bientôt haussés pour compenser la faiblesse des ventes et la hausse des coûts de production. Il en va de même pour la dinde qui pourrait atteindre \$2 la livre Noël prochain.

Ambassadeur confirmé

■ Le Sénat américain a confirmé la nomination de M. Paul Heron Robinson au poste d'ambassadeur de Washington au Canada. M. Robinson, âgé de 51 ans, est président d'une firme de courtage de Chicago qui porte son nom.

Recensement dans Joliette

■ Un recensement a été amorcé ce matin dans la circonscription électorale de Joliette, en vue du scrutin du 17 août prochain, et se poursuivra jusqu'à jeudi. Tous les citoyens canadiens âgés de 18 ans et plus seront inscrits. Les recenseurs visiteront chaque domicile de Joliette, L'Assomption, Notre-Dame-des-Prairies et Saint-Charles-Borromée et laisseront à chaque personne inscrite une fiche de recensement. Chaque région urbaine sera visitée deux fois si nécessaire par deux recenseurs alors que les sections rurales seront visitées par une seule personne.

\$12 millions pour l'Italie

■ Le Canada a fait parvenir plus de \$12 millions aux victimes du séisme qui a frappé le sud de l'Italie le 23 novembre dernier. Le sénateur libéral Pietro Rizzuto a informé le Sénat que les contributions atteignaient plus de \$8.9 millions à la fin de mai dernier et que les dons provenant de la Croix-Rouge et autres organisations de bienfaisance ont porté ce montant à plus de \$12 millions. Environ \$1 million servira à la construction de résidences pour personnes âgées, un autre million à l'aménagement de gymnases dans les écoles et le reste à la construction domiciliaire.

\$39.4 millions aux frégates

Le ministère des Approvisionnements et Services a accordé deux contrats totalisant \$39.4 millions à des firmes canadiennes qui auront pour tâche de préparer les concepts d'ingénierie et les soumissions en vue de la construction de frégates de patrouille pour la Marine canadienne. Deux groupes rivaux se partageront ces contrats d'ici octobre 1982, soit Scan Marine, de Longueuil, et Saint-John Shipbuilding and Dry Dock, de Nouveau-Brunswick. Le futur constructeur devra être en mesure de construire et de livrer des frégates comportant armes, systèmes électroniques et soutien logistique. Le gouvernement espère ainsi dynamiser la construction maritime au Canada en raison de la demande croissante, dans le monde, de nouveaux navires militaires, de brise-glaces et de transports de ressources tels les navires-citernes et les gaziers.



Lacy Neuhaus

Affaires d'État ... et de coeur

■ Le premier ministre Trudeau a consacré plus de temps à la Texane Lacy Neuhaus qu'aux affaires de l'Etat, au cours de sa visite de 22 heures à Washington, jeudi et vendredi. Le chef du gouvernement canadien et le mannequin américain ont dîné, et passé la soirée de jeudi en compagnie d'un autre couple à Blair House, résidence officielle des chefs d'Etat ou de gouvernement étrangers mise à leur disposition par l'administration américaine et vendredi matin, la jeune femme, dans la trentaine, faisait de nouveau son apparition à Blair House où elle attendait que M. Trudeau prenne congé de M. Reagan. Le président américain et le premier ministre eurent un déjeuner de travail qui dura deux heures, à l'issue duquel M. Trudeau retrouva pendant une heure Mlle Neuhaus.

Les finances des partis

Quelque 178 des 358 rapports financiers devant être remis avant le 13 juillet à la Direction générale du Financement des Partis politiques étaient déjà parvenus à cet endroit le 6 juillet dernier. Ces rapports proviennent de 10 partis politiques, de 269 associations de comté, de 48 instances et de 31 candidats indépendants. Rappelons que l'échéance avait été retardée de 90 jours en raison des élections générales du 13 avril dernier. Ces rapports pourront être consultés par les personnes intéressées à compter du 27 juillet prochain au centre d'information du DGFP, au complexe Desjardins, à Montréal.

Beaulieu à la tête de Ville-Marie

Le Conseil régional du Parti québécois a nommé M. André Beaulieu au poste de président de la région Montréal-Ville-Marie du PQ, où il succède à M. Paul Doyon qui a récemment démissionné pour des raisons d'ordre familial et professionnel. Le mandat de M. Beaulieu s'étendra jusqu'au congrès régional de l'automne prochain. Cette région regroupe 16 circonscriptions du nord et de l'ouest de l'île de Montréal. La permanence du PQ dans cette région a d'ailleurs déplacé ses nouveaux locaux au 1562 est, rue Fleury, dans le nord de la métropole.

Passeports de poche

Le gouvernement canadien émettra des passeports de la taille d'un portefeuille d'ici trois ou quatre ans. Ces passeports respecteront les nouveaux standards internationaux institués depuis quelques années et seront adaptables à des lecteurs électroniques mis en place dans de nombreux aéroports pour accélérer les procédures douanières. Les nouveaux passeports mesureront neuf centimètres par 13 centimètres alors que les documents actuels font 10 centimètres sur 15.

Télidon à Montréal

■ Un certain nombre de foyers de Montréal et de Toronto recevront l'an prochain la version imprimée, à sens unique, de Télidon, à l'occasion d'un essai du système informatisé d'imprimés et de graphiques. Des essais seront également faits à Calgary en 1983. Radio-Canada mettra au point la programmation dans les deux langues officielles du projet. On songe à un guide-TV mettant en vedette les émissions canadiennes, à un service de manchettes d'information, à des sous-titres en langue seconde pour les émissions d'origine française ou anglaise et à des études sur les consommateurs. Des terminaux seront installés dans 150 maisons de Montréal et autant à Toronto. En 1983, 100 autres terminaux seront installés à Montréal et 150 à Calgary. Le projet sera exécuté par le ministère des Communications et Radio-Canada.

Finissant d'une polyvalente, Jacques Chagnon devient à 28 ans président d'une CSR

■ Le nouveau président de la commission scolaire régionale de Chambly, M. Jacques Chagnon, 28 ans, est probablement le premier finissant d'une polyvalente au Québec à devenir président de sa commission scolaire. Comme quoi les polyvalentes ne produisent pas que des «drop out»!

MARIANE FAVREAU

C'est à la polyvalente De Mortagne, à Boucherville, que M. Jacques Chagnon a terminé ses études secondaires avant de poursuivre au collège Loyola et à l'Université de Montréal. Il était d'ailleurs encore étudiant au collège quand il s'est fait élire commissaire d'école pour la première fois, en 1975, à la commission scolaire locale de Saint-Exupéry. Il avait alors 22 ans.

«J'étais alors étudiant en sciences politiques et je m'intéressais beaucoup à l'administration publique, raconte-t-il. J'étais fasciné par l'administration scolaire que je voyais comme une école d'apprentissage de l'administration publique. D'autre part, mon expérience toute fraîche d'élève me permettait de signaler certaines carences.»

Sans doute bien vu de ses collègues, le jeune commissaire était délégué à la commission scolaire régionale de Chambly (où siègent les représentants de six commissions scolaires locales). Dès l'année suivante, il était élu à l'exécutif de sa commission

locale puis ensuite à l'exécutif de la régionale. A l'âge de 26 ans, il devenait vice-président de la régionale pour en occuper maintenant la présidence, deux ans plus tard.



photo Armand Trotter, LA PRESSE

Jacques Chagnon, nouveau président de la CSR de Chambly.

Il estime que le rôle d'un simple commissaire dans ces grosses administrations de 50 commissaires n'est pas très valorisant. Il assure avoir beaucoup souffert de ne pas vraiment participer aux décisions au cours des premières années, d'où son intérêt pour un poste à l'exécutif où il se sentait plus utile. Mais, avec les années, des comités fonctionnels ont permis aux commissaires une meilleure participation.

Il y a quelques années, c'est 90 commissaires qui composaient le conseil des commissaires de la régionale de Chambly. On a réduit le nombre à 50, mais il faudrait un autre projet de loi pour le réduire encore si on avait l'assentiment de toutes les commissions scolaires locales. «C'est relativement inefficace, estime le nouveau président: ou les 50 veulent tous s'exprimer sur un point et on n'en finit plus, ou chacun se fie sur l'autre pour l'étude d'une question et personnellement ne s'y retrouve vraiment».

Il est possible qu'on gagne quelques commissaires en plus des 50 actuels, cette année, une locale ayant largement augmenté ses effectifs, donc ses commissaires. La représentation à la régionale se fait au pro rata. La régionale de Chambly est composée des commissions locales de Saint-Exupéry, Taillon, Montfort, Varennes, Jacques-Cartier et de la dissidente de Greenfield Park, toutes sur la proche Rive sud de Montréal.

Et la politique?

Dans la vie privée, le nouveau président Chagnon travaille pour le Parti libéral du Québec: il est responsable de l'animation et de l'organisation des districts électoraux du nord.

Il assure toutefois qu'à sa régionale, on ne fait pas de politique partisane: c'est une sorte de terrain neutre politique sauf en de très rares occasions. D'ailleurs, il a la preuve de cette sorte de neutralité dans sa propre

élection à la présidence: lui qui s'assimile plus volontiers aux libéraux est même un peu surpris d'avoir été élu président par une majorité de commissaires «sûrement» d'allégeance péquiste, puisque la majorité de la population de cette région est plutôt de tendance péquiste.

Avant d'être élu par acclamation et très rapidement, M. Chagnon avait exposé son programme qui se résume en un seul mot: l'excellence pour toutes les écoles du territoire. Slogan qui a rallié facilement les autres commissaires.

Dans le fonctionnement quotidien, le nouveau président est partisan de comités multipartites qui impliquent aussi bien les parents que les commissaires, les fonctionnaires, les enseignants, etc. «Tous cheminent en même temps et quand une décision se prend, il est plus facile de la faire accepter», croit-il.

Quand à la confessionnalité, il n'en fait pas un cheval de bataille malgré la décision des commissaires, récemment, de demander des statuts confessionnels pour des écoles qui n'en n'ont jamais fait la demande.

Toutefois, depuis l'an dernier, tout un mécanisme de vérification du vécu scolaire catholique et de sondage des milieux sur le statut de leur école est en voie d'être mis au point. Selon M. Chagnon, l'échéancier de ces travaux de vérification devrait être finalisé pour la rentrée, et les enquêtes elles-mêmes devraient être terminées avant Noël.



telephoto UPI

Le chef de la brigade des pompiers de Rome, M. Elveno Pastorelli, tient le sac de jute qui contient le cadavre du jeune Alfredo Rampi, 6 ans.

APRÈS UN MOIS D'EFFORTS Le corps du petit Alfredo Rampi est tiré du puits

■ VERMICINO (AFP) — Le corps du petit Alfredo Rampi, 6 ans, a été remonté samedi en début d'après-midi à la surface, un mois après la chute mortelle de l'enfant dans un puits artésien, à Vermicino, au sud de Rome.

Ainsi s'achève l'un des faits divers les plus dramatiques de la chronique italienne. Pendant trois jours, l'Italie toute entière avait suivi à la télévision, pour le plus long «direct» des annales de la RAI, les efforts désespérés et maladroits des sauveteurs pour extirper Alfredo du puits dans lequel il s'enfonçait progressivement. Direct émouvant, au cours duquel les télespectateurs ont pu entendre distinctement les cris de plus en plus faibles du jeune garçon, grâce à un micro descendant dans l'orifice.

Alfredo Rampi, souffrant de difficultés cardiaques qui devaient le contraindre à subir à l'automne prochain une importante opération aux États-Unis, était venu avec ses parents passer quelques jours de vacances chez son oncle, dans le petit village de Vermicino.

Le 10 juin, à 19 heures, sa disparition est constatée par la famille qui avertit aussitôt la police. L'attention des sauveteurs est rapidement attirée par des cris assourdis provenant d'un puits artésien, situé à 300 mètres du domicile familial, et dont l'orifice est dépourvu de protection.

Aussitôt s'organise une dramatique opération de sauvetage. Mais des maladresses intervenues dans les premières phases vont en compromettre le succès.

L'enfant, selon les premiers sondages, se trouve bloqué dans l'étroit orifice (large d'à peine 60 centimètres), par environ 35 mètres de fond. Des sauveteurs tentent de descendre, mais doivent rebrousser chemin, ne pouvant passer. Une planche en bois

qu'ils voulaient placer sous l'enfant pour le tirer, leur échappe et se met en travers dans le conduit, retardant de plusieurs heures la poursuite des opérations.

Les pompiers décident alors de forer à moins de trois mètres du puits artésien un deuxième puits pour tenter d'atteindre l'enfant. Les trépidations du matériel lourd qui sera employé, ajoutées au fait que les parois du puits artésien étaient extrêmement friables, vont faire glisser l'enfant jusqu'à 60 mètres.

Ni le courage des sauveteurs et bénévoles qui vont se relayer pendant deux jours et trois nuits pour tenter d'arracher Alfredo à sa tombe, ni même la présence, sur les lieux du président Sandro Pertini, propre à galvaniser les efforts, n'ont permis d'éviter l'issue fatale.

Au matin du troisième jour, Alfredo a cessé d'appeler et les médecins constatent sa mort clinique.

Les sauveteurs vont mettre un mois à dégager le corps. Pour éviter que celui-ci ne se décompose, ils déverseront des centaines de litres d'azote liquéfié dans le trou, provoquant un durcissement du limon de glaise qui l'entoure.

C'est finalement vendredi à minuit, au terme d'une difficile opération, qu'ils parviendront à faire sauter le dernier bouchon entre la galerie horizontale creusée à la côte moins 60 à partir du puits de dérivation et l'orifice dans lequel se trouve le jeune garçon. Une matinée d'efforts sera encore nécessaire pour dégager le corps.

Un monument sera érigé dans un jardin public proche pour rappeler le drame. Sculpté par l'artiste Antonio Cotigini, il représentera la mère de l'enfant pleurant sur l'épaule du président Pertini, ce dernier les mains dans le dos, symbolisant ainsi son impuissance.

LA CRISE DE L'INDUSTRIE PORCINE TIRE A SA FIN

Garon soutient que seulement 1% des producteurs de porcs ont fait faillite

■ QUÉBEC — Alors qu'elle tire à sa fin, la crise qui a secoué l'industrie porcine québécoise depuis deux ans n'aura laissé sur le carreau que 44 des 5.600 producteurs de porcs subventionnés par l'Office du crédit agricole du Québec et la Société fédérale du crédit agricole.

PIERRE TOURANGEAU de la Presse Canadienne

Le ministre québécois de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. Jean Garon, a fait cette mise au point vendredi en conférence de presse.

Il répondait à l'Union des producteurs agricoles et à la Fédération des producteurs de porcs qui réclamaient mardi dernier une intervention du ministre pour empêcher que plusieurs de leurs membres ne subissent «des pertes financières importantes».

M. Garon conteste les assertions des producteurs mécontents en rappelant que le nombre

de faillites ne représente qu'un p.c. du total des producteurs subventionnés par le Crédit agricole.

Il a ajouté que la situation actuelle de l'industrie porcine québécoise ne pouvait être meilleure compte tenu de la crise qu'elle a eue à traverser (les prix étaient à la baisse).

Alors que la production québécoise en 1978-1979 était de 2,6 millions de porcs, soit 25 p.c. de la production canadienne, a-t-il expliqué, on estime qu'elle sera de 4,7 millions en 1981-1982, ce qui représente 33,5 p.c. de la production canadienne.

A ce sujet, le ministre s'en est pris «à certains dirigeants des producteurs qui nous obligent à rendre publics des chiffres» utiles à la concurrence, et ce, à la veille de la conférence des ministres canadiens de l'Agriculture qui s'ouvre à Edmonton la semaine prochaine.

Des peurs

M. Garon a aussi cru utile de répondre aux craintes exprimées par certains producteurs

qui prétendent paradoxalement que l'amélioration de la situation va entraîner une augmentation des faillites, certains créanciers voulant saisir leurs porcheries maintenant qu'elles sont rentables.

A son avis, ces craintes sont non fondées.

«Je ne conçois pas, a-t-il dit, que des institutions comme les caisses populaires, les banques, l'Office du crédit agricole ou la Société fédérale du crédit agricole puissent retirer leur confiance aux producteurs et décider d'opérer leurs porcheries à leur place maintenant que les choses vont mieux alors qu'elles les ont appuyés pendant qu'ils allaient mal.»

C'est d'autant plus inconcevable, a-t-il ajouté, que les prêts consentis par ces institutions et organismes le sont dans le cadre de la loi favorisant le crédit par les institutions privées et coopératives et sont garantis par l'Assurance-prêt agricole.

«Qui sont donc les créanciers qui pourraient avoir un comportement aussi anormal?» s'est demandé le ministre.

Enfin, M. Garon a rappelé, chiffres à l'appui, que le secteur de la production porcine est «un des plus largement subventionnés de l'agriculture québécoise» et que les producteurs de porcs du Québec étaient ceux dont les revenus sont les mieux protégés au Canada.

LES RUES DE MONTRÉAL

SOEURS-GRISES, rue des (?)

Voie ainsi nommée en l'honneur de la communauté des Soeurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal, dite des Soeurs Grises, dont les établissements se trouvaient à proximité. Cette communauté a été fondée à Montréal en 1737 par madame d'Youville qui prit possession, 10 ans plus tard, de l'Hôpital général fondé en 1694 par les frères Charon. L'histoire raconte que ces religieuses furent accusées de fournir de l'alcool aux Indiens. Ces racontars donnèrent naissance au vocable de «Soeurs Grises», nom qu'elles ont gardé et qui est même devenu officiel.

Axe nord-sud à partir de Notre-Dame, à l'ouest de McGill.

SIR-WILFRID-LAURIER, parc (1925)

Ce parc est ainsi nommé parce qu'il est situé en bordure de l'avenue Laurier, qui rappelle Sir Wilfrid Laurier (1841-1919), éminent avocat et homme d'État, président du Conseil et premier ministre du Canada de 1896 à 1911. Il fut nommé membre du Conseil privé impérial en 1897.

Préalablement nommé parc Crémazie et mieux connu sous le vocable de parc Laurier, ce

parc de district de 26,55 acres est borné par l'avenue Laurier et les rues de Mentana, Saint-Grégoire et Brébeuf.

Dans ce parc, on trouve une statue de la reine Isabelle la Catholique d'Espagne offerte à la Ville par le consul général d'Espagne au nom de l'Institut de culture hispanique de Madrid, à l'occasion du 467e anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Cette statue fut dévoilée le 12 octobre 1959. Quant à Sir Wilfrid Laurier, la statue érigée en son honneur se trouve au square Dominion.

GALT, rue (avant 1879) GALT CRESCENT (1962)

En souvenir de Sir Alexander Tilloch Galt, député de Sherbrooke, un des Pères de la Confédération, et le premier haut-commissaire du Canada à Londres. Il était propriétaire des terrains à travers lesquels la rue Galt fut ouverte.

La rue s'étend parallèlement et immédiatement à l'ouest de l'avenue de l'Eglise. Quant à la voie Galt Crescent, elle a été ainsi nommée parce qu'elle est située à l'extrémité nord-ouest de la rue Galt, et qu'elle a la forme d'un croissant.

Richard Pouliot est rappelé de New York et Paule Leduc ne sera pas sous-ministre

■ QUÉBEC — Le premier ministre René Lévesque a annoncé que Paule Leduc, qui avait été accusée en 1976 par des fonctionnaires d'avoir forcé une ligne de piquetage et dont l'ascension au poste de sous-ministre de la Fonction publique était acquise il y a quelques semaines à peine, passera simplement du Développement social au Développement culturel.

GILLES GAUTHIER (de notre bureau de Québec)

Par ailleurs, Richard Pouliot revient à Québec après avoir occupé pendant moins d'un an le poste de délégué général à New York. Il devient sous-ministre associé à l'Energie au ministère de l'Energie et des Ressources. Il était sous-ministre adjoint, responsable des affaires internationales, aux Affaires intergouvernementales avant d'aller à New York.

La nomination officieuse de Mme Leduc à la Fonction publique a été remise en question au conseil des ministres.

Il y a cinq ans, en période de négociations, alors qu'elle était sous-ministre adjointe chargée d'administration aux Affaires sociales, elle avait été accusée dans la page des lecteurs d'un

quotidien de Québec d'avoir forcé une ligne du Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ). Elle affirmait il y a quelques jours qu'il s'agissait de «charriage» de la part des fonctionnaires dans le cadre des moyens de pression pour le renouvellement des conventions.

Le poste qu'elle occupait en 1976 aux Affaires sociales l'amenait à prendre des décisions dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles irritaient les syndicats, notamment les appels aux policiers pour «dégager» les lignes de piquetage.

Dans son curriculum vitae que distribuait hier le cabinet du premier ministre, il y a un trou pour les années 1975 à 1977.

Elle aurait été sur la ligne de feu lors du renouvellement des conventions collectives, qui approche à grands pas, si elle avait été nommée sous-ministre en titre de la Fonction publique.

Mme Leduc a un doctorat en lettres et elle a notamment été présidente du Conseil des universités (1977 à 1981) et vice-recteur exécutif à l'Université du Québec à Montréal (1974-75).

Elle passe du poste de secrétaire générale associée au Développement social, qu'elle n'occupait que depuis le 23 février 1981, à un poste identique au Développement culturel.

30% DE RABAIS SUR MARCHANDISES PAYÉES ET EMPORTÉES

Commandez maintenant et épargnez grâce à nos prix spéciaux. Vous économisez aussi sur le chauffage, la peinture, l'entretien, etc.

Fenêtres coulissantes

BOÎTE DE MÉTAL EN ALUMINIUM HIVER-ÉTÉ AVEC MOUSTIQUAIRES

*Remplacez vos vieilles fenêtres et revalorisez votre maison

ACHÉTEZ MAINTENANT PAYEZ EN NOVEMBRE PAS D'INTÉRÊT

AUSSI: AUVENTS, PORTES ET FENÊTRES EN ALUMINIUM

DÉMONSTRATION ET ESTIMATION GRATUITES

TÉLÉPHONE: **731-7676** SOIR: 481-6356

MORCO ALUMINIUM INC. 8225, av. Mayrand Montréal

Achetez avec confiance Plus de 25 ans d'expérience

Les députés méritent leur nouveau salaire

■ Bien des cyniques ne manqueraient pas de faire de l'ironie facile à propos de la hausse salariale que nos députés fédéraux se sont votée jeudi dernier.

D'abord, ils jugeront la hausse substantielle: 23 pour cent. Ils ne manqueront pas aussi de souligner la rapidité avec laquelle les membres de tous les partis se sont entendus pour adopter cette loi: les trois lectures ont été votées le même jour. Enfin, ils se demanderont s'il n'est pas un peu indécent que ces gens, qui demandent aux autres de se serrer la ceinture, profitent de leurs fonctions pour s'avantager eux-mêmes.

Mais, oui, ce sera de l'ironie facile. Une ironie qu'on ne saurait vraiment justifier, du moins dans la grande majorité des cas.

En premier lieu, on n'a pas droit de parler de hausse substantielle. Depuis 1975, les sa-

laire de nos élus à Ottawa ne se sont accrus que de 4,4 pour cent annuellement. Quand on compare cela avec l'augmentation du coût de la vie, force est de constater que nos députés ont perdu beaucoup plus que le 23 pour cent qu'ils se sont ajoutés.

S'il est vrai, d'autre part, qu'ils ont donné l'impression de s'entendre comme larrons en foire pour que la loi soit adoptée à la sauvette et sans un débat qui aurait trop attiré l'attention, il faut tout de même se rappeler que toute la question de leur rémunération avait fait antérieurement l'objet d'une étude par une commission d'experts et que la hausse finalement votée ne correspondait qu'au tiers de celle recommandée justement par cette commission d'experts.

On comprend, de toute façon, les députés de rechercher la discrétion dans un geste comme

celui-là. Ces messieurs et dames sont dans la délicate situation d'avoir à se faire justice à eux-mêmes. Ils seraient sûrement heureux de pouvoir compter sur un autre mécanisme pour assurer le rajustement de leur rémunération.

Quoi qu'il en soit, nos députés n'ont pas à s'excuser ou à se sentir coupables de s'être voté les augmentations de salaire que l'on sait. Dans l'ensemble, ils méritent bien le chèque de paye qui leur est versé.

Il n'est pas question ici d'insulter personne, mais si un postier mérite \$25.000 par année, un député n'est sûrement pas trop payé à \$40.000. Un député du NPD, M. Mark Rose, avait raison aussi de dire qu'il n'était pas normal qu'un élu gagne \$5.000 de moins par année qu'un directeur d'école élémentaire.

On pourrait faire bien d'autres

comparaisons pour montrer qu'un député, à \$40.000, n'est en rien un privilégié de notre société. Il ne faut pas oublier que, de nos jours, le Parlement est à peu près continuellement en session. La presque totalité des députés doivent vivre à l'extérieur de chez eux, avec toutes les dépenses d'hôtel et de restaurant que cela comporte. Au surplus, c'est un secret de polichinelle que nos députés sont sollicités à gauche et à droite pour souscrire à toutes sortes d'oeuvres. Le montant qui leur est alloué, à titre de dépenses, est loin de tout couvrir.

Autrefois, au début de la Confédération, on estimait que c'était un tel honneur de siéger aux Communes que la chose devait être considérée comme un service à la communauté, un service gratuit évidemment. Cette conception était généreuse, mais, en pratique, elle signifiait

que seule une élite de gens à l'aise pouvait se permettre de briguer les suffrages de ses concitoyens. Ceux qui n'avaient pas de fortune, même s'ils étaient brillants, étaient forcés de s'abstenir.

Aujourd'hui, avec raison, on admet que la fonction doit être suffisamment rémunérée pour attirer les meilleurs cerveaux. Le temps de l'élitisme est révolu.

Il y a beaucoup de préjugés qui ont cours à propos des députés. Bien des gens, surtout chez ceux qui n'ont pas l'occasion de les côtoyer, s'imaginent qu'ils sont tous vénaux, qu'ils sont là bien plus pour se servir que pour servir leurs commettants. La vérité, c'est que cette classe de gens n'est peut-être pas meilleure que les autres, mais qu'elle n'est pas pire non plus. La proportion de députés honnêtes et dévoués se compare bien à celle des gens ordina-

res. On pourrait formuler les mêmes commentaires d'ailleurs en ce qui concerne leur sens du devoir ou leur ardeur au travail.

Aussi, quand on parle d'un salaire de \$40.000 comme étant un salaire raisonnable, cela s'applique évidemment à l'ensemble ou à la moyenne des députés. Là, comme ailleurs, on ne doit pas tenir trop compte des exceptions.

D'autre part, si l'on peut soutenir qu'une juste rémunération ne signifiera pas automatiquement que des députés ne chercheront pas de compensations en dehors de leurs salaires, une société aura toujours meilleure conscience quand elle acceptera de reconnaître le travail de ses serveurs à sa vraie valeur. Elle n'aura pas, au moins, à se sentir coupable de leur comportement erratique.

VINCENT PRINCE

Pour enseigner la religion, pas besoin de qualifications

■ Étrange situation: moins il y a d'enfants dans les écoles, plus l'enseignement religieux se détériore. Car plus on met de professeurs «en disponibilité», moins les mutations peuvent tenir compte de leurs capacités réelles.

Résultat? Selon un récent document du Comité catholique du Conseil supérieur de l'Éducation, que l'on peut lire en bas de page, «un professeur de mécanique se révèle professeur d'enseignement religieux, et un professeur d'enseignement religieux devient professeur de cuisine». La situation paraît aberrante mais elle existe. Et elle risque de s'aggraver avec le temps.

On comprend le problème. À cause de la baisse de la population scolaire, les commissions scolaires se trouvent souvent avec un surplus de personnel. Pour protéger la sécurité d'emploi des enseignants comptant le moins d'années de service, on a créé des «mises en disponibilité». Le professeur qui s'y trouve doit nécessairement accepter le poste qu'on lui offre s'il veut conserver son emploi.

Le problème existe donc dans toutes les disciplines. Mais il prend des dimensions particulières dans le cas de l'enseignement religieux à cause des exi-

gences subjectives de cet enseignement. Il faut tenir compte du fait que «les trois quarts des nouveaux professeurs qui sortent des universités et se destinent à l'enseignement primaire n'ont reçu aucune préparation pédagogique pour assumer l'enseignement religieux et moral». Comme ils seront à l'emploi de commissions scolaires catholiques où ils seront nécessairement responsables de cet enseignement, on comprend vite qu'une sérieuse lacune fausse tous les départs de carrière.

Au secondaire, les professeurs sont spécialisés dans une discipline. Or, selon la Direction de l'enseignement catholique du ministère de l'Éducation, en 1980-81, 35 pour cent des professeurs de religion et morale ne possédaient aucune formation pertinente à cet enseignement.

Pas surprenant que les élèves s'en désintéressent facilement.

C'est dire comme les déplacements de professeurs risquent d'avoir des conséquences désastreuses. Au mieux, les élèves apprennent difficilement une matière; au pire, ils s'en écoeurant définitivement. S'il s'agit de l'enseignement religieux, c'est une option fondamentale, concernant la totalité de la vie, qui en sera affectée.

Le Comité catholique porte un jugement très dur sur la situation: «l'école est en train d'oublier sa fin, qui est l'enseignement, et son centre, qui est l'élève, pour devenir un lieu de sécurité d'emploi pour des travailleurs syndiqués».

En fait, c'est vrai, là comme dans d'autres secteurs de la Fonction publique et parapublique: on fait tout pour «sauver son emploi». On comprend que l'attitude soit subjectivement valable pour les individus concernés. Mais il est indéniable que d'autres personnes, qu'il faut bien appeler des victimes, ont à payer la note de ces situations mal contrôlées.

La qualité du produit, enseignement ou autre, sera toujours affectée par l'évolution de la situation sociale tant que l'unique critère déterminant les affectations aux postes sera l'ancienneté. Pour l'enseignement religieux, le Comité catholique énumère d'autres conditions préalables. Il est temps qu'on reconnaisse la valeur personnelle de l'enseignant dans la transmission d'une discipline scolaire; et que l'on fasse un lien entre la qualité des personnes et celle de l'enseignement.

JEAN-GUY DUBUC



REPRISE

Droits réservés

Un enseignement religieux qui se détériore

Ce qui suit est extrait d'un document intitulé «Quatre sujets d'actualité pour l'école catholique», publié par le Comité catholique du Conseil supérieur de l'éducation. Cette partie traite des conséquences des mutations de professeurs sur la qualité de l'enseignement.

■ Il est devenu difficile de visiter une école sans que l'on doive y constater les effets néfastes que produisent sur l'enseignement religieux et la vie scolaire les mutations annuelles chez les professeurs. Même si, c'est connu, toutes les disciplines se trouvent affectées, nous ne parlerons ici que de l'enseignement religieux. Cette discipline, qui entre plus spécialement dans le champ de compétence du Comité catholique, compte parmi les disciplines les plus touchées.

Chacun sait que les conventions collectives — signées, est-il besoin de le dire, par la partie syndicale et par la partie patronale — contiennent diverses clauses régissant les questions fort complexes de la sécurité d'emploi et des surplus de personnel occasionnés par la diminution du nombre d'élèves. Sans entrer dans le détail d'une procédure compliquée, constatons qu'il en résulte une grande mobilité parmi les enseignants qui comptent le moins d'années de service.

En ce qui concerne l'enseignement religieux et moral, on n'en finit plus de relever les effets néfastes de ces déplacements multipliés. Les équipes de pro-

fesseurs de sciences religieuses et morales se font littéralement décimer par ces grands dérangements annuels. Elles se retrouvent à la fin avec des effectifs réduits ou profondément transformés, composés à 30, 40, 50 pour cent et plus de professeurs venant d'autres disciplines. Les uns arrivent bien intentionnés mais peu ou pas préparés pour l'enseignement religieux et moral; les autres y adviennent par hasard sans autre motivation que celle de «sauver leur emploi».

Il y a un coût éducatif et social à ces déplacements répétés. Il n'apparaît pas en millions de dollars, comme certains autres coûts relatifs aux «mises en disponibilité». Mais ce coût est quand même bien réel. Et ce sont les élèves qui doivent le payer... à longueur d'année! «Notre professeur d'enseignement religieux est nul. Ce n'est pas sa matière, il a été parachuté là-dedans. Il nous a dit au début de l'année qu'il n'allait pas enseigner. Alors on n'aie...» Ce commentaire d'un élève de quatrième année du secondaire n'est malheureusement pas un cas isolé. Au contraire. Il est de plus en plus fréquent.

Des efforts ont été accomplis pour atténuer ces déplacements de professeurs d'une matière à une autre, et les contenir à l'intérieur de certaines frontières pédagogiques appelées «champs». Par exemple, le Comité catholique note avec satisfaction que la dernière convention

collective fait de l'enseignement moral et religieux un «champ» presque exclusif. On est fondé de croire que cette clause permettra de réduire en partie les inconvénients résultant de mutations brutales. Ses effets ne sont toutefois pas encore perceptibles. Par ailleurs, on cherche toujours les effets attendus des dernières négociations locales qui devaient permettre, du moins selon une lettre d'entente officielle, de tenir compte à la fois de l'ancienneté et des capacités pédagogiques au moment de procéder à des mutations et réaffectations.

Entre-temps, il faut le dire: la situation de l'enseignement religieux au secondaire continue de se détériorer d'année en année. L'une des causes principales de cette détérioration réside dans le régime actuel de mutations, qui crée de trop nombreuses situations aberrantes. Par exemple, un professeur de mécanique qui se réveille professeur d'enseignement religieux, et un professeur d'enseignement religieux qui devient professeur de cuisine!

Ce disant, le Comité catholique ne veut pas mettre en cause l'objectif fondamental visé et accepté par toutes les parties à la négociation, qui est d'assurer, dans toute la mesure du possible, la sécurité d'emploi des enseignants. Il s'agit là d'une responsabilité sociale évidente. Mais il est tout aussi évident que l'on ne peut se satisfaire des dispositions actuelles qui misent encore

trop exclusivement sur le seul critère de l'ancienneté.

Il faut le dire: l'école est en train d'oublier sa fin, qui est l'enseignement, et son centre, qui est l'élève, pour devenir un lieu de sécurité d'emploi pour des travailleurs syndiqués. D'autres droits ou exigences existent, qui se trouvent présentement sous-estimés et qu'il faut chercher à mieux protéger. Par exemple, le droit de l'enfant à un enseignement de qualité, ou encore les exigences de fonctionnement d'une équipe scolaire.

Dans cette ligne, pour tenir compte des exigences inhérentes à l'enseignement religieux et moral, le Comité catholique a déjà proposé que l'on applique les trois critères suivants aux professeurs devant être réaffectés dans cette discipline:

- être de foi catholique (lorsqu'il s'agit de l'enseignement religieux catholique et comme le stipule expressément l'article 22 du Règlement des écoles reconnues comme catholiques);
- manifeste des signes d'intérêt pour les objectifs de formation de cette discipline;
- s'engager à poursuivre un perfectionnement dans cette matière.

En établissant ainsi des critères de réaffectation, il serait possible de tamiser les entrées de professeurs dans la discipline de l'enseignement religieux et moral. Cela apparaît de plus en

plus une nécessité, qu'il importe de souligner en vue des prochaines négociations. Les trois critères ici suggérés peuvent faire l'objet d'une vérification ou d'une évaluation; il reviendrait aux partenaires locaux d'en prévoir les modalités d'application.

Ce problème aigu des mutations trop fréquentes chez les professeurs d'enseignement religieux et moral, au secondaire surtout, l'emporte aujourd'hui en importance sur d'autres problèmes de fond qui n'ont pas disparu pour autant. Nous pensons particulièrement au fait que les trois quarts des nouveaux professeurs qui sortent des universités et se destinent à l'enseignement primaire n'ont reçu aucune préparation pédagogique pour assumer l'enseignement religieux et moral(...)

Rappelons également que c'est aussi aux communautés chrétiennes, paroissiales et autres, qu'il faut poser la question du soutien des maîtres appelés à dispenser l'enseignement religieux. L'idée de s'engager dans cet enseignement et surtout la volonté d'y persévérer sont très souvent liées à des expériences concrètes d'engagement social et d'appui ecclésial. Rien ne peut remplacer ce soutien premier et foncier. Il serait par conséquent insuffisant et illusoire de s'en remettre totalement à l'école, aux clauses de convention collective et aux programmes des universités. Le meilleur des moulins, si on ne lui apporte de l'eau, risque de tourner à sec.

La constituante aux oubliettes

■ Il y a certaines idées dont l'heure est venue et a passé. Tel est le cas de la proposition visant à charger une assemblée constituante élue de rédiger une nouvelle constitution canadienne.

L'avantage évident de cette idée, c'est qu'elle retire la responsabilité de la réforme constitutionnelle des mains des politiciens et la remet au peuple. Une assemblée constituante pourrait mettre de côté la partisanerie politique et les rivalités régionales.

Un rapport à ce sujet a suggéré que la nouvelle constitution devrait être adoptée si elle recevait l'approbation de huit provinces, les deux territoires étant considérés comme une seule province pour les besoins de la cause.

Cela causerait encore plus de dissensions que les chicanes fédérales-provinciales qui marquent l'approche actuelle au changement constitutionnel.

Aussi insatisfaisant que ce soit, il semble que les Canadiens n'aient d'autre choix que de laisser ce travail aux politiciens élus, qui devront en supporter les conséquences. — Le 3 juillet.

«The Winnipeg Free Press»

N.D.L.R.

La Tribune libre (page A 7) fait relache aujourd'hui; elle reprendra demain. Nous rappelons à nos lecteurs que les lettres destinées à cette rubrique peuvent, pendant la grève des postiers, être déposées à nos bureaux, au 750 de la rue Saint-Laurent.

5 ANS DÉJÀ: LES JEUX Les équipes professionnelles ont amélioré grandement l'image du Parc olympique

—2—

Les administrateurs de la Régie des installations olympiques (RIO) admettent sans honte que l'amélioration de l'image du Parc olympique est due, en grande partie, à la présence des utilisateurs, particulièrement celle des équipes sportives professionnelles.

Les Expos, les Alouettes et plus récemment le Manic ont joué un rôle primordial dans la



PIERRE
APRIL

(de la
Presse canadienne)

perception nouvelle que s'en font les utilisateurs: les amateurs de sport et le grand public.

«Toutes ces organisations sportives vont tellement bien que leurs succès finissent par rejazzir sur la RIO», souligne Mme Monique Houde, directrice des communications et de la publicité.

En 1976, immédiatement après les Jeux olympiques, la curiosité des gens était suffisamment aiguë pour que le succès soit possible, et cela dans les plus brefs délais.

«Les promoteurs naturels, les Expos et les Alouettes n'attendaient que le moment de faire leurs preuves», ajoute Mme Houde.

Il va sans dire, toutefois, que le Parc olympique, malgré les Jeux qui l'ont fait connaître au monde entier, n'avait jamais eu bonne presse.

Les hommes politiques, les journalistes et le public s'attachaient davantage à l'aspect désastreux de ses rapports financiers.

Malgré cet aspect négatif, les gens de la RIO, «grâce à un dévouement remarquable», indique Mme Houde, ont vite été perçus comme des personnes capables de bien administrer les projets qu'on leur confiait.

«Dans notre entourage et parmi la population, confie Mme Houde, on nous a vite identifiés comme des administrateurs qui étaient en mesure de prendre en main des projets-catastrophes.»

Un dossier difficile

Les premiers à admettre que la tâche qu'on leur avait confiée, en 1976, était loin d'être de tout repos, sont le directeur du stade et son adjoint, MM. Jean Labbé et Réal Desjardins.

Tous les deux ouvriers de la première heure et ex-employés du Comité organisateur des jeux olympiques (COJO), ils étaient au courant comme pas un de la lourde tâche qui les attendait et de l'aspect peu reluisant de l'image qu'ils seraient appelés à modifier.

«Lorsqu'on nous a confié le stade, rappelle M. Labbé, les installations et les équipements ne se conformaient même pas au code de la construction.»

Tout avait été construit à la hâte pour la tenue des Jeux et les installations de services étaient temporaires.

Il a fallu que les gens de la RIO effectuent en un temps record toutes les transformations utiles pour être en mesure d'accueillir les équipes professionnelles.

«Et il y avait toute la perception du public qui nous inquiétait davantage», souligne M. Labbé.

MM. Labbé et Desjardins admettent sans gêne que sans l'expérience des Jeux ils auraient éprouvé énormément de difficulté à remplir leur mandat.

«Le COJO, ajoute M. Desjardins, a été un véritable cours de rafraîchissement en administration. C'est là, avec les spécialistes de l'Armée canadienne, que l'on a appris à travailler à l'aide de scénarios, à planifier, à tout prévoir dans tous les détails.»

Au stade, si tout semble se dérouler normalement depuis quelques années, c'est que les dirigeants n'entreprennent rien, ne prennent aucune décision sans qu'un plan de contingence n'accompagne le projet initial.

«C'est la seule façon d'éviter les erreurs», confie M. Labbé. Il semble que la prudence et la réflexion sont les deux seuls ingrédients capables de refaire l'image du Parc olympique.

Une bonne organisation

Le directeur du stade est aujourd'hui convaincu que l'image du Parc olympique est très bien perçue dans le monde du sport professionnel.

«Il y a des gens, dit-il, qui n'hésitent pas à dire que Montréal représente ce qu'il y a de mieux dans toute la Ligue nationale de baseball. Nombreux sont les journalistes sportifs américains qui admettent que notre stade offre à la presse les meilleurs locaux de tout le monde du baseball.»

Puisque les équipes de sport

professionnel sont si importantes sur l'image du stade et du Parc olympique, les administrateurs ont ainsi développé un septième sens: celui d'être davantage à l'écoute des organisations de sport professionnel.

Rien n'est bien facile au Parc olympique. L'ampleur des installations sportives et leur complexité sont à l'origine de beaucoup de problèmes.

Selon M. José Poirier, ingénieur et surintendant des services techniques à la RIO, «ça prend au moins un an avant qu'un ouvrier connaisse son métier».

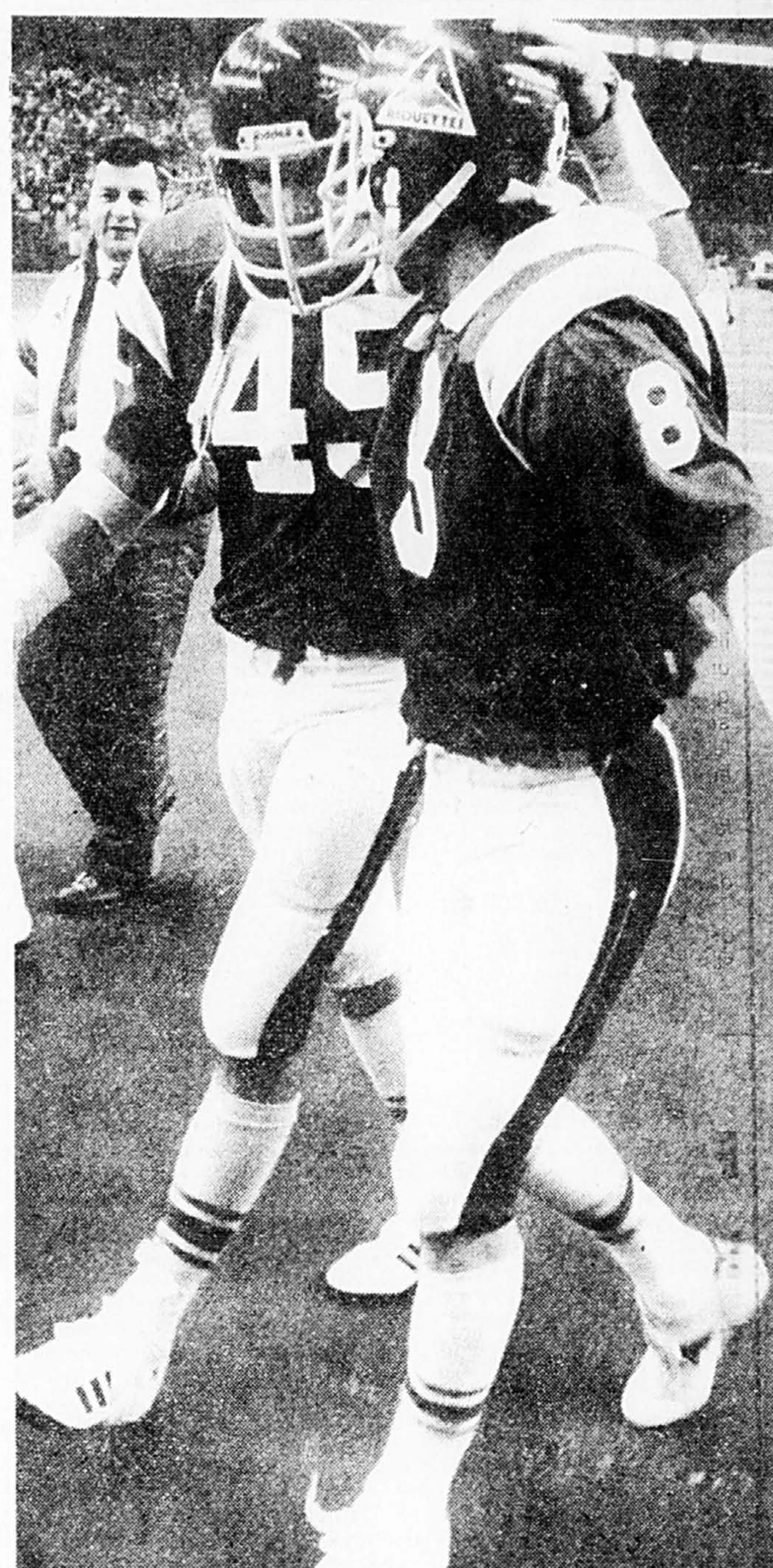
«Il n'y a rien de révolutionnaire dans la technique, dit-il, mais tout est poussé à l'extrême.»

Pour tous ces gens chargés de voir au bon fonctionnement du stade et du Parc olympique, de tout ce qui touche à l'électricité, l'éclairage, l'électronique, au chauffage, à la climatisation, à l'entretien et aux services, à la préparation des lieux pour chacun des événements, «s'ils ne prenaient jamais de risques, il n'y aurait rien d'autres que du baseball au Parc olympique».

Ce que les gens de la régie tentent de faire, aujourd'hui, c'est de profiter au maximum des chances que leur fournissent les équipes professionnelles en amenant des foules sur les lieux pour promouvoir la vocation sociale des installations.

Comme le dit M. Labbé, «si les Expos n'étaient pas devenus une équipe gagnante, il nous aurait fallu beaucoup plus de temps.»

DEMAIN: la vocation du Parc olympique



L'arrivée des équipes professionnelles a eu un effet majeur dans la perception nouvelle que se font les utilisateurs du Parc olympique: les amateurs de sport et le grand public.

INSOLITE CALIFORNIE

Du cri primal au massage népalais

«Merci d'être la source de mon espace dans ma vie. Je vous aime» (sic)

Dédicace de Werner Erhardt Californie, 1981

— 8 —

SAN FRANCISCO — Parce que ses habitants sont à la recherche inexorable de cet intouchable «quelque chose», la Californie a donné naissance à une infinité de mouvements et d'organisations qui, pour quel-



JEAN
PELLETIER

(de notre bureau
de Washington)

ques dollars, vous feront comprendre l'amour du moi, les bienfaits de crier, ce que vous êtes «vraiment», la colère, les vertus du massage népalais, etc. Au hasard d'un comptoir à journaux dans une épicerie, je tombe sur un tabloïd gratuit dont deux pages entières sont consacrées à ces mouvements. Quelques exemples.

«Winning». Ce cours vous apprend à gagner, à faire un succès de votre existence, à devenir un individu parfaitement adapté et heureux! Le cours comprend un apprentissage des lois humaines de la nature, il vous enseigne les caractéristiques de gens qui ont réussi et utilise des moyens audio-visuels, de l'auto-hypnose et un voyage guidé (sic) dans l'imaginaire. Contactez Tom, fondateur du mouvement Touchstone.»

Thérapie primale: «Je suis une spécialiste en thérapie primale, d'écrire Suzy Papanikolas. En régressant et en ressentant des sentiments que vous ne pouvez vivre dans le passé, vous vous libérez de vos vieux comportements qui vous dépriment. Je combine la thérapie primale à celle des sentiments qui est plus «légère» et plus orientée sur le présent. Je vous donne des outils vous permettant de vous rapprocher de vos amis et de ressentir ces vieilles craintes qui vous séparent d'eux. Le cours dure trois semaines et vous avez

droit à une session gratuite de 30 minutes».

Apprendre à vivre avec son agressivité

Pour 25 dollars et un week-end vous pouvez apprendre à vivre avec votre agressivité, soutient Elisabeth Ratcliffe. «Nous allons, dit-elle, explorer des recherches récentes dans le domaine de la colère. Vous apprendrez des techniques vous permettant de vous fâcher sans blesser personne et de vous débarrasser de vieilles animosités. En vous libérant de la colère, de nouvelles énergies émergeront.»

Le prix de ces cours varie de 5 à 125 dollars. Dans ce tabloïd, le consommateur a le choix entre 46 «sessions» toutes aussi prometteuses les unes que les autres. L'une va même jusqu'à proposer un week-end de danse, de jogging, de «plaisir dans les bois» et de relaxation au cours duquel «les participants se nourriront exclusivement de légumes». Tous ces mouvements prétendent encourager la croissance, la prise de conscience chez leurs clients. Ils engendrent donc une nouvelle forme de langage et de comportement.

L'accolade et le regard dans les yeux

Il ne suffit plus maintenant de se serrer la main en Californie pour manifester de l'amitié ou de la reconnaissance. Non, on se donne des accolades on se regarde droit dans les yeux et l'on se dit à n'en plus finir comme ça fait du bien de se revoir. Il est courant d'entendre quelqu'un vous dire qu'il veut «partager» avec vous un rêve, une idée qu'il a eu récemment. On parle aussi d'espace, le mien le tien, comme s'il s'agissait d'un territoire que l'on partage ou que l'on ferme au hasard de la vie. En parlant de quelqu'un que l'on admire on peut donc dire: «I like his space» j'aime son espace et, paraît-il, que ça veut tout dire.

Cette mode de la psychologie pour tous les goûts ne se limite pas à une seule génération. On y retrouve des jeunes aussi bien que des vieillards, des «freaks» aussi bien que de bons bourgeois rangés qui souhaitent se remettre d'un divorce, d'une faillite

ou qui tout simplement veulent se faire des amis.

Pour certains, la vie n'est qu'une longue suite de ces sessions et d'expériences diverses. Certains débiteront avec le yoga, puis la thérapie par le groupe, pour s'adonner ensuite au jogging ou à la médecine holistique. Certains en profitent, d'autres ne s'en remettent jamais. Mais pour tout ce monde l'objectif est le même, se trouver ou se retrouver. Alors que sur la côte est des États-Unis ce sont les chrétiens fondamentalistes qui ressuscitent les victimes de la vie, en Californie c'est n'importe quoi. Pas étonnant dès lors qu'un certain Jack Rosenberg alias Werner Erhardt soit aujourd'hui à la tête d'un mouvement de ce genre du nom de «Est» qui rapporte par année \$24 millions de dollars.

«Est», qui voulait dire à l'origine «il est», fut créé par Werner Erhardt en 1971 à San Francisco. Erhardt, natif de Philadelphie, se retrouva en Californie après avoir quitté sa première femme et ses enfants (ce qui l'obligea à changer de nom) à la suite de ce qu'il appelle aujourd'hui un long pèlerinage.



Nancy Fouchey s'occupe des relations avec la presse au sein de «EST».

Photo Carole Padula, collaboration spéciale

Soudain un autre homme

Par un beau matin de mars en 1971, Erhardt grimpe dans sa Mustang et s'engage sur le Golden Gate bridge. Il fait beau, la vie est belle et prospère, il en est à sa quatrième cigarette et se rend à un meeting de ventes. Soudainement quelque chose d'inexplicable se produit en lui. «Quelque part, écrit son biographe entre Corte Madera et le Golden Gate, l'homme dans la voiture roulant sur l'autoroute fut transformé: l'individu qui émergea de la Mustang à San Francisco une demi-heure plus tard était un tout autre homme. Werner venait de subir une expérience extraordinaire, il avait découvert ce qu'il cherchait depuis 8 ans dans une infinité de disciplines».

De quoi s'agissait-il? Quelle était cette transformation? Erhardt, aujourd'hui millionnaire, est dix ans plus tard incapable de verbaliser ce qui lui arriva. Nancy Fouchey non plus. Elle s'occupe des relations avec la presse au sein de EST car Werner Erhardt ne rencontre que très exceptionnellement les journalistes.

«Ce qui arriva à Werner, explique Nancy à LA PRESSE - (au sein de Est on n'utilise que les prénoms que tout le monde affiche sur sa chemise) — c'est qu'il a soudainement réalisé que les humains peuvent influencer le monde.» Elle fait une longue pause, me regardant droit dans les yeux. «Nous pouvons, enchaîne-t-elle, améliorer la qualité de notre existence et créer un monde qui «fonctionne», elle mime les guillemets. Bref EST constitue une première expérience qui donne à l'individu l'occasion d'expérimenter son «moi» et de lui faire prendre conscience qu'il est la cause de sa propre vie».

La transformation de l'expérience

Cette «expérience de transformation», Est entend l'inculquer en deux week-ends successifs dans des suites d'hôtel à travers le monde à raison de \$375 par personne. Au milieu d'un groupe de 150 à 250 individus «vous demeurez d'abord calmement assis dans votre espace» et vous écoutez le moniteur qui, au cours de la séance qui dure au total 60 heures, vous pose des questions souvent très personnelles», raconte Nancy sur un ton religieux. «Vous pouvez répondre au moniteur mais vous ne devez pas partager avec vos voisins». Constatant mon air interloqué, elle me donne un pamphlet expliquant en 19 pages la signification de Est. L'avant dernier paragraphe est révélateur:

«Ultimement l'individu se découvre en l'espace qu'il est et celui dans lequel les autres sont. J'appelle cela transformation de l'expérience. Au niveau de la source ou du contexte ou de l'abstraction, je suis vous. Cela est au-delà de la responsabilité».

Est en dix ans a produit 304.000 gradués, un terme choisi par Erhardt. Nancy se fait une gloire de m'annoncer que Est a même un centre à Montréal. Il ne s'agit pas de thérapie, souligne-t-elle, c'est avant tout une «expérience», un mot qui prend en Californie.

Un terme à la faim d'ici 20 ans

Pour certains, Est ressemble à une conspiration d'endoctrine-

ment qui friserait même des ambitions fascistes en embrigadant des milliers de gradués bernés ou dominés par une théorie fumeuse ou hypnotique. Pour d'autres, Est n'est rien de moins qu'une révélation grâce à laquelle d'ici 20 ans on aura mis un terme à la faim dans le monde. Car il s'agit là du dernier dada de Werner Erhardt. Il est le fondateur du Hunger Project (projet Faim) qui, dit-on, quatre ans après sa création regroupe déjà deux millions d'adhérents. «Ce mouvement social, clame-t-on à Est, se base sur une nouvelle analyse du potentiel humain. Nous croyons que les individus, une fois convaincus de la nécessité de transformer les environnements, peuvent accoucher de solutions à partir de leur propre créativité».

EST ne pouvait naître qu'en Californie. Les premiers colons y étaient venus pour l'or et leurs descendants sont à la recherche de la même chose. Aujourd'hui à défaut de pépites ils découvrent leur espace, mais bien des chercheurs d'or ne trouvèrent rien du tout.

A observer cette multitude de mouvements, on ne peut s'empêcher de songer à Jim Jones et au People's Temple qui, après avoir grandi en Californie, s'éteignit en Guyana dans une cérémonie macabre de suicide collectif victime de la paranoïa. Les People's Temple pendant plusieurs années étaient solidement ancrés et accrédités à San Francisco. Jim Jones était «un citoyen exemplaire», aujourd'hui on fait tout pour l'oublier.

La Pravda notait il y a deux ans que «La Californie était un exemple typique de la bancroutte morale et sociale d'une société bourgeoise». Paradoxalement plusieurs Américains feraient écho à cette thèse. C'est la romancière Joan Didion qui, dans le Saturday Evening Post en 1966, résuma sans doute la meilleure analyse: «Californie. C'est ici que le taux de divorce est le double de la moyenne nationale, qu'une personne sur 38 habite dans une remorque. C'est ici le dernier arrêt de tous ceux qui vinrent d'ailleurs, de tous ceux qui se sont entraînés loin du froid du passé et des vieilles manières».

DEMAIN: La nouvelle physique

La grève des auteurs de scénarios pourrait prendre fin dès demain

HOLLYWOOD (UPI) — Les auteurs de scénarios pour le cinéma et la télévision seront appelés demain à entériner un contrat de travail susceptible de mettre fin à la grève qu'ils ont entreprise il y a trois mois. L'entente pourrait aussi

sauver la saison d'automne à la télévision. En vertu de l'accord de principe intervenu, les auteurs recevraient des hausses

de 52 à 57 pour cent sur les sommes minimales actuellement versées et toucheraient une part des revenus provenant de la télévision à péage et du marché des vidéocassettes.

Les deux parties en cause estiment que l'acceptation de ce contrat sauvegarderait presque totalement la programmation d'automne à la télévision. «Je ne crois pas que les programmations puissent subir un retard sensible», de dire un porte-parole.

Si les représentants des 8.500 membres de la Guilde des Auteurs d'Amérique ont approuvé sans condition l'entente de principe, les producteurs ont fait preuve de moins d'enthousiasme. «Il est impossible d'être parfaitement satisfait d'une entente, quelle qu'elle soit», de dire un producteur. «Je suis toutefois heureux que ce problème ait été résolu et que Hollywood puisse reprendre le travail.»

Un auteur, actuellement payé \$9,872 pour un script d'une heure, en période de pointe à la télé, touchera \$11,269 dès maintenant et verra cette somme

portée à \$15,135 d'ici la fin du contrat, dans quatre ans. Le prix payé pour un script de cinéma sera porté de \$26,326 à \$39,955.

En plus, les auteurs percevront deux pour cent des revenus, après déduction de certains coûts, sur les productions achevées vers la télévision à péage ou le marché des vidéocassettes.

Cette clause est jugée d'une extrême importance par les auteurs qui estiment que ce marché connaîtra une expansion exceptionnelle. On estime en effet que la moitié des cinémas des États-Unis fermeront leurs portes dans les cinq prochaines années, à mesure que les cinéphiles jetteront leur dévolu sur la télé à péage et les vidéocassettes.

PALACE 6
POUR VOTRE AGREMENT...
Vous pouvez entrer au Palace 6 par la rue Ste-Catherine ou par la rue Cathcart.

Indiana Jones — le nouveau héros des créateurs de Jaws et Star Wars

RAIDERS of the LOST ARK 14 ANS

IMPERIAL 1430 BLEURY 288-7102
12.30, 2.40, 4.50, 7.05 et 9.20.

ROGER MOORE 35
JAMES BOND 007 m

FOR YOUR EYES ONLY United Artists

CLAREMONT: sem. 7.00, 9.20 DORVAL: sem. 7.00, 9.40 GREENFIELD: sem. 7.00, 9.15 LAVAL: sem. 7.00, 9.20 PALACE 1: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 2: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 3: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 4: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 5: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 6: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 7: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 8: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 9: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 10: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 11: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 12: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 13: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 14: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 15: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 16: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 17: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 18: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 19: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 20: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 21: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 22: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 23: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 24: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 25: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 26: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 27: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 28: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 29: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 30: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 31: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 32: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 33: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 34: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 35: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 36: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 37: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 38: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 39: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 40: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 41: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 42: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 43: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 44: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 45: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 46: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 47: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 48: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 49: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 50: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 51: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 52: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 53: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 54: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 55: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 56: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 57: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 58: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 59: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 60: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 61: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 62: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 63: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 64: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 65: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 66: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 67: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 68: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 69: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 70: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 71: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 72: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 73: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 74: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 75: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 76: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 77: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 78: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 79: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 80: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 81: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 82: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 83: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 84: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 85: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 86: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 87: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 88: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 89: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 90: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 91: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 92: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 93: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 94: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 95: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 96: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 97: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 98: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 99: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 100: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 101: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 102: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 103: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 104: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 105: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 106: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 107: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 108: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 109: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 110: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 111: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 112: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 113: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 114: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 115: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 116: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 117: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 118: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 119: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 120: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 121: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 122: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 123: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 124: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 125: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 126: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 127: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 128: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 129: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 130: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 131: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 132: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 133: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 134: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 135: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 136: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 137: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 138: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 139: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 140: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 141: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 142: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 143: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 144: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 145: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 146: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 147: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 148: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 149: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 150: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 151: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 152: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 153: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 154: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 155: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 156: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 157: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 158: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 159: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 160: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 161: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 162: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 163: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 164: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 165: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 166: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 167: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 168: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 169: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 170: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 171: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 172: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 173: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 174: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 175: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 176: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 177: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 178: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 179: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 180: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 181: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 182: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 183: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 184: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 185: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 186: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 187: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 188: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 189: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 190: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 191: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 192: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 193: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 194: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 195: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 196: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 197: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 198: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 199: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 200: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 201: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 202: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 203: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 204: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 205: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 206: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 207: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 208: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 209: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 210: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 211: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 212: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 213: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 214: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 215: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 216: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 217: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 218: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 219: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 220: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 221: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 222: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 223: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 224: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 225: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 226: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 227: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 228: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 229: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 230: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 231: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 232: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 233: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 234: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 235: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 236: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 237: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 238: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 239: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 240: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 241: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 242: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 243: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 244: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 245: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 246: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 247: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 248: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 249: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 250: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 251: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 252: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 253: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 254: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 255: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 256: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 257: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 258: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 259: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 260: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 261: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 262: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 263: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 264: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 265: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 266: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 267: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 268: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 269: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 270: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 271: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 272: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 273: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 274: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 275: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 276: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 277: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 278: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 279: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 280: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 281: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 282: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 283: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 284: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 285: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 286: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 287: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 288: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 289: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 290: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 291: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 292: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 293: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 294: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 295: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 296: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 297: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 298: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 299: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 300: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 301: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 302: 12.30, 2.40, 4.50, 7.20, 9.40 PALACE 303: 12.30, 2.40,

Israël frappe encore au Liban

HABIB POURSUIT MALGRÉ TOUT SA MISSION

d'après Reuter, AFP et UPI

Pour la deuxième fois en trois jours, l'aviation israélienne a frappé de nouveau hier au Sud-Liban, bombardant les villages de Naameh et Damour, à 15 kilomètres seulement de Beyrouth, et les responsables de la sécurité sur place parlent d'au moins 25 morts et blessés.

Les raids, qui ont duré 90 minutes, sont perçus cette fois comme un défi du gouvernement Begin aux États-Unis car, au même moment, l'émissaire américain Philip Habib et le conseiller Robert McFarlane se trouvaient en Israël pour tenter de régler la crise libanaise.

La mission de McFarlane est particulièrement délicate car il doit tirer au clair avec les Israéliens les conditions d'utilisation des armements fournis par les États-Unis, qui ont gelé la livraison de quatre chasseurs-bombardiers F-16 après le raid israélien contre le centre nucléaire irakien de Tammouz.

L'administration Reagan estime qu'il ne s'agissait pas d'une action «défensive» et que l'utilisation des F-16 dans ce raid était donc illégale. Mais elle espère résoudre le différend d'ici à vendredi car six autres F-16 américains doivent être livrés ce jour-là à Israël.

«Nous n'entendons accepter aucune limitation à notre droit de légitime défense», a déclaré hier le ministre adjoint de la Défense nationale Mordechai Tsipori. Pour sa part, Begin a plusieurs fois déclaré qu'il conti-

nuerait d'attaquer les positions «terroristes» malgré la mission Habib.

Selon un communiqué du commandement israélien, l'aviation israélienne a attaqué «des cibles terroristes au nord de Damour» et les appareils ont rejoint leurs bases sans encombre après avoir détruit des positions de tir et des dépôts d'armes et de munitions.

Selon des témoins toutefois, les bombes israéliennes ont touché une usine de réfrigération ainsi qu'un terrain vague où campaient des nomades d'origine syrienne. Une épaisse fumée noire s'élevait hier soir au-dessus de la région et de nombreux incendies faisaient rage.

Des positions palestiniennes situées plus au sud, notamment dans le village de Deir al-Zahran, ont également été attaquées. Selon la radio phalangiste, les raids avaient fait, dans un premier bilan, six morts et 44 blessés.

L'aviation israélienne avait bombardé vendredi, après une trêve de six semaines, la région de Nabatiyeh, faisant trois morts et 15 blessés et les Palestiniens avaient riposté en bombardant à la roquette le village israélien de Kiryat Shmona, faisant 14 blessés.

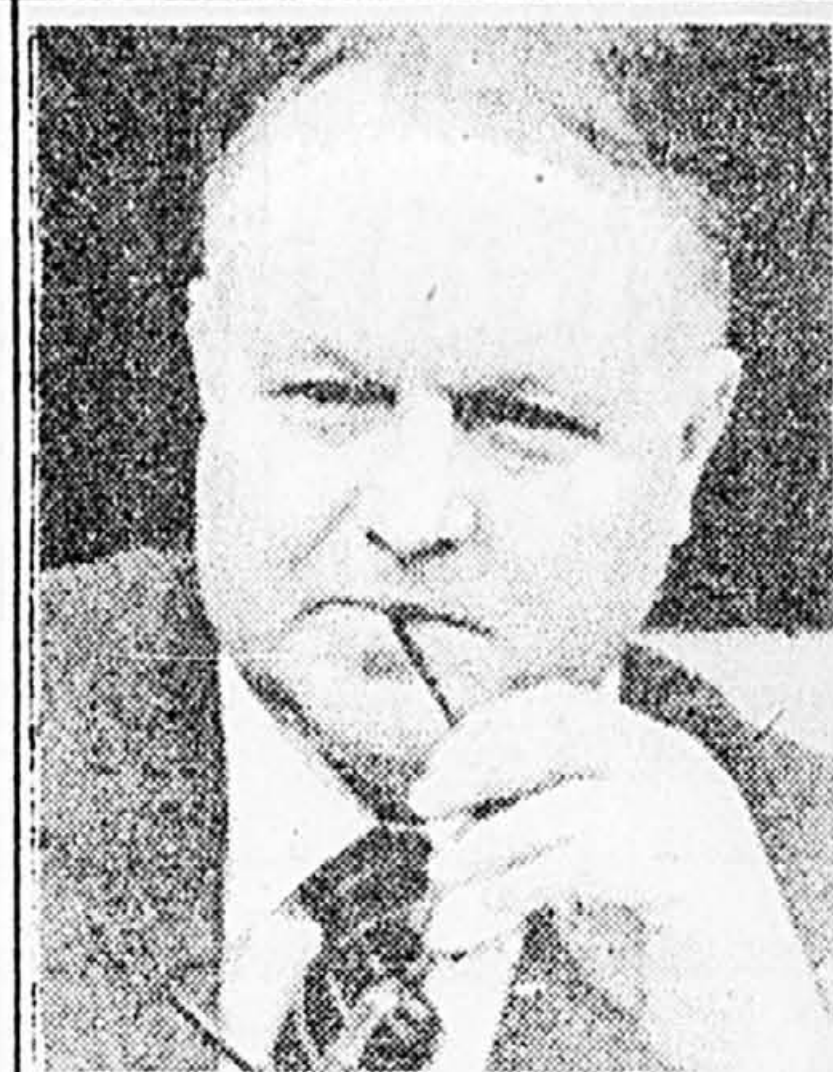
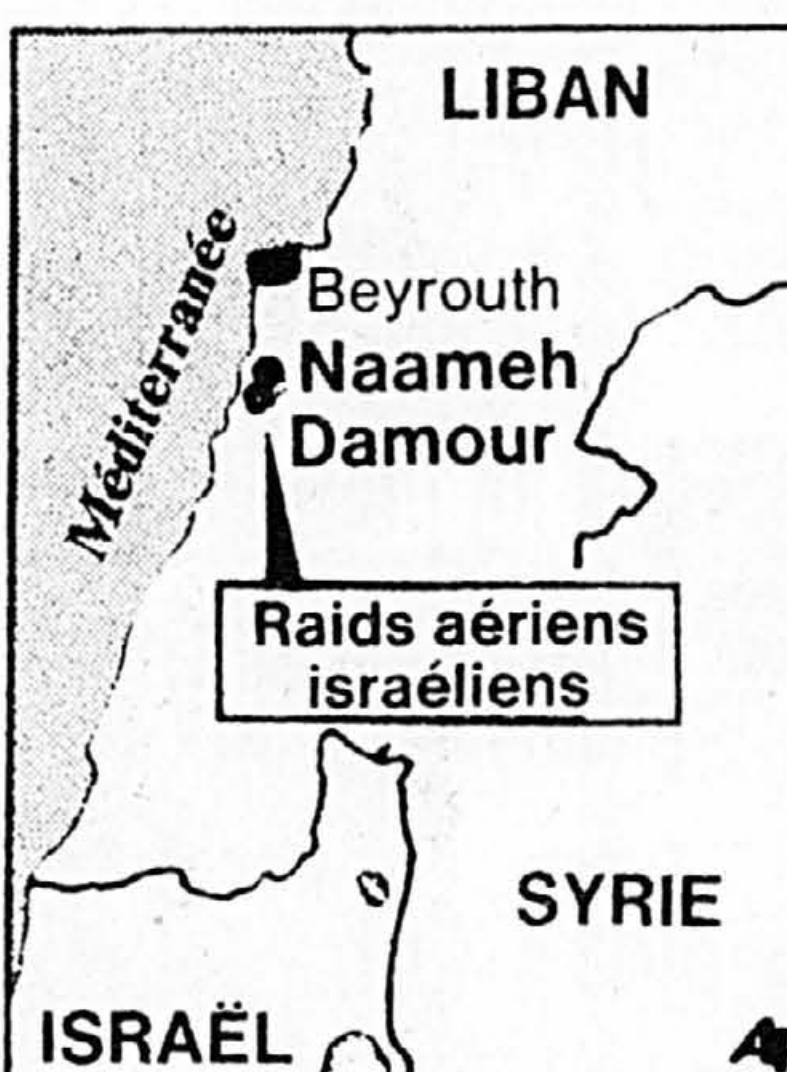
Interrogé au sujet des derniers raids à l'issue de sa rencontre avec Begin, l'émissaire américain Philip Habib s'est contenté de déclarer que sa mission continuait «comme par le passé».

De source proche du gouverne-

ment israélien, on indique que Habib a présenté un projet de règlement global de la crise libanaise. La Syrie a toutefois affirmé samedi qu'elle ne retirerait pas ses missiles sol-air du Liban et Begin, dit-on, s'impatientait.

Entre-temps, le président syrien Hafez al-Assad arrivait à Alger en provenance de Tripoli où il s'est entretenu avec le colonel Khadafi, en compagnie du leader palestinien Yasser Arafat.

Pour sa part, le président égyptien Anouar Sadate parlait à Alexandrie de la nécessité de «donner un nouvel élan au processus de paix au Proche-Orient». Israël, enfin, se dit prêt à reprendre, au mois d'août, les négociations sur l'autonomie palestinienne.



Stanislaw Kania

POLOGNE Kania réélu?

d'après UPI, AFP, Reuter, AP

Selon Stefan Bratowski, un membre du Parti ouvrier unifié polonais et directeur de l'Association des journalistes polonais, le congrès extraordinaire, du POUP, qui s'ouvre demain à Varsovie, verra la réélection du secrétaire général Stanislaw Kania et l'approbation de ses politiques de réforme, consacrant ainsi pour un temps la victoire des modérés au sein des instances dirigeantes.

M. Bratowski a ajouté que les «durs» du parti, qui sont «prêts à semer le désordre pour promouvoir leurs intérêts», ne réussiront pas à recouvrer le pouvoir, même s'ils ont l'appui de Moscou et des autres membres du Pacte de Varsovie.

Entre-temps, Solidarité prépare différentes manifestations devant coïncider avec le congrès, qui pourrait durer quatre jours. Aujourd'hui, un débrayage de deux heures est prévu à Kutnow, une marche de la faim mercredi pour protester contre la pénurie de produits alimentaires, ainsi qu'une grève des dockers jeudi, pêcheurs et marins devant également participer au mouvement, sans oublier le débrayage des employés de la société aérienne LOT prévu pour mardi.

Selon M. Bratowski, M. Kania peut compter sur l'appui de 1.700 des 1.961 délégués au congrès extraordinaire.

La réunion permettra de trancher autour de deux options: la poursuite du «renouveau socialiste» avec M. Kania ou son «enterrement discret» dans la normalisation, tel que souhaité par les durs au sein du bureau politique, dont le chef de file est Stefan Olszowski.

La préparation du congrès a déjà sensiblement modifié le fonctionnement intérieur du POUP. En permettant l'élection à bulletin secret des 1.961 délégués, en faisant des réunions préliminaires dans les régions de véritables forums de discussion, M. Kania et ses partisans ont appliqué dans le domaine politique les premières mesures de démocratisation déjà adoptées dans le domaine social avec l'enregistrement des syndicats indépendants.

Chose certaine, les banquiers de Wall Street qui participent aux négociations en vue du réajustement de la dette polonaise suivront les débats du congrès avec attention, souhaitant Varsovie voir adopter un programme d'austérité économique.

Du côté du Bloc soviétique, la Tchécoslovaquie et la Bulgarie ont invité les dirigeants du POUP à faire échec à toute tentative de rétablir un système capitaliste en Pologne.

DÉPÊCHES

LES BRIGADES rouges ont fait parvenir hier à une chaîne de télévision italienne une cassette vidéo montrant Ciro Cirillo, le responsable local de la Démocratie-chrétienne à Naples, enlevé le 27 avril, et menaçant une nouvelle fois de l'exécuter. De son côté, le pape Jean-Paul II a lancé un appel aux BR pour qu'elles libèrent les trois personnes qu'elles détiennent et «renoncent à leurs brutales intentions».

SELON un sondage publié hier à Paris, 56 p. cent des Français sont satisfaits de l'ensemble du programme présenté par le premier ministre Pierre Mauroy et les perspectives de nationalisation ne semblent pas les effrayer outre mesure. 51 p. cent sont favorables aux nationalisations annoncées, 62 p. cent pensant que ces mesures favoriseront la création d'emplois et 55 p. cent qu'elles permettront de mieux maîtriser un développement harmonieux de l'économie française.

A MADRID, le premier secrétaire du Parti socialiste, Felipe Gonzalez, a déclaré qu'à la différence des socialistes français, il n'inviterait pas des communistes à entrer au gouvernement si son parti, le plus populaire d'Espagne selon les sondages, arrivait au pouvoir. De plus, les nationalisations ne figurent pas dans ses projets. D'autre part, selon le ministère de l'Intérieur, l'ETA basque a tué 351 personnes depuis 1968, dont 103 en 1980, l'année la plus meurtrière, et 27 jusqu'ici en 1981.

L'ORGANISATION anticastro Alpha 66 a fait savoir que les cinq exilés cubains arrêtés à Cuba la semaine dernière et accusés d'avoir voulu attenter à la vie de Fidel Castro faisaient partie du groupe. Alpha 66 s'attend à ce qu'ils soient exécutés, mais n'entend pas cesser ses opérations contre l'île. De son côté, le secrétariat d'Etat nie, à Washington, toute relation entre Alpha 66 et le gouvernement des États-Unis.

A BRUXELLES, les ministres des Affaires étrangères des Dix examinent aujourd'hui et demain les suites à donner à l'initiative de la CEE après l'accueil défavorable que lui a réservé Moscou. De son côté, la Chine accuse l'URSS d'avoir encore durci sa position à l'égard d'un retrait négocié de ses troupes d'Afghanistan, en invoquant une «logique de gangster» pour justifier la poursuite de son intervention militaire dans ce pays.

SEIZE guérilleros de gauche et quatre soldats ont été tués vendredi soir dans la capitale du Guatemala au cours d'une fusillade qui a duré quatre heures. Les soldats ont pris d'assaut une maison utilisée selon eux comme dépôt d'armes et centre d'entraînement pour les guérilleros et lorsque les occupants ont refusé de se rendre, on a mis le feu à l'immeuble. Des fusils, des mitraillettes et des tracts ont été trouvés dans les décombres.

Mitterrand-Schmidt: accord

d'après AFP, Reuter

A l'issue de deux heures d'entretiens avec le chancelier Helmut Schmidt, le président français François Mitterrand s'est dit très satisfait de ce premier tête-à-tête, un accord complet s'étant dégagé entre les deux hommes sur le problème des euromissiles et la nécessité de rétablir l'équilibre militaire en Europe.

Les relations Est-Ouest et la sécurité européenne ont été au centre de l'entretien, a précisé le porte-parole de l'Élysée, Michel Vauzelle. Tout en voulant éviter une nouvelle course aux armements, avec l'Union soviétique, les deux hommes se sont dits d'avis que l'Occident doit renforcer son arsenal nucléaire pour pouvoir aborder avec assurance ses conversations sur le désarmement avec l'URSS.

La rencontre de deux jours à Bonn devait se tenir en octobre, mais elle a été avancée afin que MM. Schmidt et Mitterrand puissent préparer le Sommet des pays industrialisés à Ottawa la semaine prochaine.

A cet égard, M. Mitterrand a souhaité voir un accroissement rapide de l'aide occidentale au tiers monde et l'institution d'une nouvelle forme de rapports entre le Nord et le Sud. Mais de source gouvernementale à Bonn, on déclare que le déficit budgétaire record de l'Allemagne fédérale rend improbable une telle augmentation de l'aide ouest-allemande au développement.

De source ouest-allemande également, on jugeait hier peu probable que les deux hommes optent pour une confrontation avec le président Reagan même sur le sujet des forts taux d'intérêt américains. Toutefois, M. Mitterrand serait prêt à s'attaquer à la politique économique américaine.

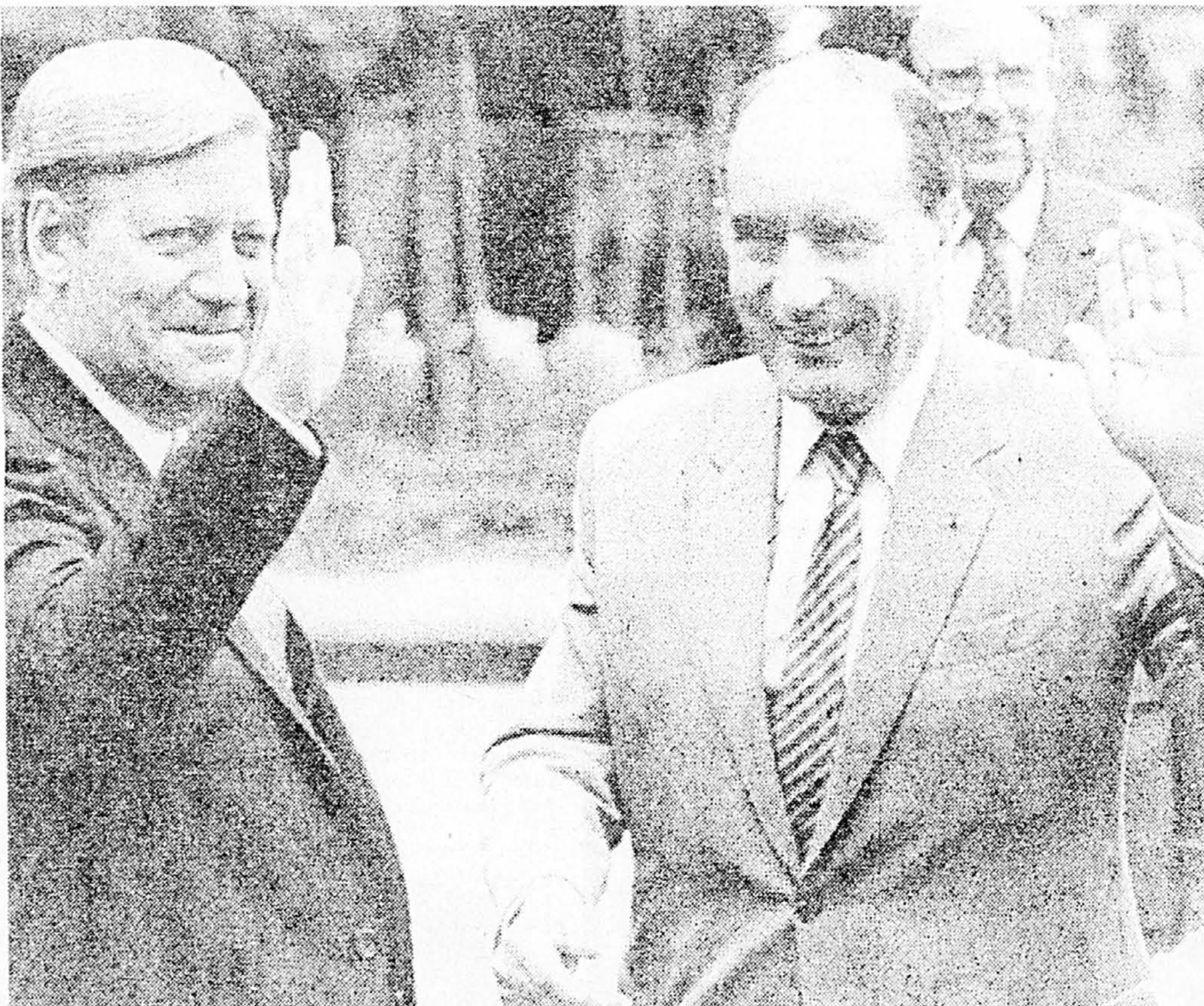
Au cours de l'entretien, M.

Mitterrand a exposé la nouvelle politique française sur le Moyen-Orient. Du fait que les possibilités d'accord global dans la région sont minces, la France ne veut pas exclure les possibilités de progrès par des efforts de paix bilatéraux, comme les accords de Camp David.

Le sommet franco-allemand se poursuivra aujourd'hui avec les discussions sur la politique économique et sociale et à l'issue, l'entente pourrait être plus difficile à conclure.

On prévoit que le chancelier Schmidt demandera des précisions sur l'ambitieux program-

me économique du gouvernement socialiste français, qui a fait de la lutte contre le chômage sa priorité, et contraste singulièrement avec la tendance au repli du gouvernement de Bonn, la RFA tentant de réduire ses dépenses nationales et européennes.



A l'issue d'un tête-à-tête de deux heures et demie hier, le chancelier Helmut Schmidt (à gauche) et le président français François Mitterrand ont fait savoir que leurs objectifs essentiels étaient communs, même s'il existe des divergences d'appréciation entre Bonn et Paris.

Frère de Bani-Sadr arrêté

d'après AFP, AP, UPI et Reuter

L'arrestation d'un frère et de deux ex-collaborateurs du président déchu Abolhassan Bani-Sadr et l'exécution d'une dizaine d'autres «contre-révolutionnaires», le week-end dernier, illustrent la poursuite de la répression en Iran à 12 jours des élections présidentielles.

Quelque 70 opposants ont également été arrêtés et le procureur de la Révolution islamique, Ali Ghouddousi, a lancé samedi une mise en garde au peuple iranien contre de «nouvelles opérations terroristes» de la part de «groupuscules corrompus».

Un nouvel attentat a été d'ailleurs enregistré contre un dignitaire religieux: «des éléments armés illégaux», annonce Radio-Téhéran, ont abattu le mollah Ali Jalalizadeh, un dignitaire sunnite, et l'un de ses fils lors d'une tentative d'enlèvement à Sanandadj, au Kurdistan.

Les attentats, imputés à l'organisation armée marxiste-islamique Moudjahidine-é-khalq, ont débuté contre les dirigeants religieux après la destitution de Bani-Sadr, le 22 juin dernier, et la répression s'est accentuée depuis l'attentat massif du 28 juin, qui fit 74 morts au siège du Parti de la République islamique.

Entre-temps, le Conseil de surveillance de la constitution, après examen d'une liste de 71 candidats aux présidentielles du 24 juillet, retenait officiellement quatre noms: le premier ministre actuel Ali Radjai, le vice-président du Parlement Akbar Parvareh, le député Asgar Oladi et un ancien ministre du gouvernement Bazargan, Abbas Chaybani.

Radjai est le seul des quatre candidats qui ne soit pas membre du PRI, mais les observateurs notent que c'est à lui que le parti majoritaire ainsi qu'une dizaine de puissantes organisations islamiques ont décidé d'accorder leur appui.

La presse de Téhéran rapporte les arrestations de Fatollah Bani-Sadr, un avocat, Mostafa Entezarian, ex-responsable de relations publiques de la présidence et de Takmil Homayoun, du Parti mellat-é-Iran, en affirmant qu'ils avaient aidé l'ancien président à se cacher.

G.-B.: LA VIOLENCE SEMBLE S'ATTÉNUER Londres traduirait les suspects devant des tribunaux spéciaux

d'après Reuter, AFP et UPI

Après s'être étendues à au moins 19 villes dans la nuit de samedi, les émeutes et le pillage se sont quelque peu résorbés hier en Grande-Bretagne mais la tension reste vive et le gouvernement Thatcher envisage la création de tribunaux spéciaux pour juger les suspects.

La vague de violence urbaine sans précédent dans le pays en était hier à son dixième jour consécutif de déferlement et près d'un million de personnes ont été arrêtées vendredi et samedi seulement dans de grandes villes comme Londres, Birmingham, Liverpool, Manchester, Blackpool, Southampton, Hull, Leeds, Leicester, Huddersfield et Halifax.

De source bien informée, on rapporte que le gouvernement Thatcher annoncerait dès cette semaine la création de tribunaux spéciaux pour juger avec plus de célérité et de sévérité les émeutiers et les pillards.

Ces juridictions se réuni-

raient dans les heures qui suivent une émeute et sans présence de jury. Sir Robert Mark, ancien chef de la police londonienne, a pris position en ce sens en demandant que les jugements soient accélérés. «La punition, un an après les faits, n'a que peu de valeur dissuasive», a-t-il déclaré.

En attendant le débat sur la violence aux Communes, prévu pour jeudi, le *Sunday Times* émet déjà des réserves quant à la procédure de tribunaux spéciaux. «On aurait pu croire que l'expérience de l'Irlande du Nord aurait servi de leçon pour démontrer que de telles perversions corrompent le système judiciaire», écrit l'hebdomadaire.

Pendant que le premier ministre Margaret Thatcher passait la plus grande partie de son temps en compagnie des policiers dans les «quartiers chauds» de Londres, les hommes politiques tentaient de leur côté d'expliquer les raisons des émeutes.

Pour le ministre de l'Intérieur

William Whitelaw, qui parlait hier à la radio, les émeutes procèdent d'un «sentiment de cupidité» et il s'agit de «vandalisme criminel», mais le leader adjoint travailliste Denis Healey en rejette la responsabilité sur le gouvernement: «Mme Thatcher a condamné tout le monde sauf elle-même», a-t-il dit.

Le Labour estime en effet qu'à l'origine des émeutes se trouvent la politique monétariste du gouvernement et la hausse du chômage, accusation rejetée hier par Francis Pym, leader conservateur aux Communes.

Quelques incidents ont été enregistrés la nuit dernière à Notting Hill (Londres) ainsi qu'à Leicester, Wolverhampton et Birmingham. On pense que le gouvernement examinera dès aujourd'hui la création des tribunaux spéciaux ainsi que le paiement d'indemnités aux sinistrés et les moyens de faire peser sur les parents la responsabilité financière des dommages causés par leurs enfants.

RENCONTRE AUX BAHAMAS SAMEDI

Washington, Ottawa, Mexico et Caracas aideront le bassin des Caraïbes au plan économique et social



Le secrétaire d'Etat américain Alexander Haig répond aux questions des journalistes après sa rencontre avec ses homologues

Zambrano, du Venezuela, MacGuigan, du Canada, et Castenada, du Mexique (assis, dans l'ordre).

NASSAU — Les Etats-Unis, le Canada, le Mexique et le Venezuela ont convenu samedi, lors d'une rencontre de leurs titulaires des Affaires étrangères dans la capitale des Bahamas, de travailler ensemble au développement économique et social des pays du bassin des Caraïbes.

d'après AFP, CP, AP

Au terme d'une longue journée de discussions, le secrétaire d'Etat américain, M. Alexander Haig, et les ministres des Affaires étrangères du Canada, du Mexique et du Venezuela, MM. Mark MacGuigan, Jorge Castaneda et Jose Alberto Zambrano Velasco, ont annoncé qu'ils allaient engager des consultations immédiates avec les petits pays pauvres de la région et d'autres donateurs éventuels d'aide pour mettre au point un plan d'action commun.

Les parties doivent se rencontrer à nouveau avant la fin de l'année pour examiner le résultat de ces consultations.

Les observateurs ont cru déceler certaines tensions lors de cette réunion à propos des modalités d'aide aux pays pauvres du bassin des Caraïbes. Dans l'avis qui l'amenait à Nassau vendredi soir, M. Haig avait indiqué que les Etats-Unis souhaitaient qu'une aide économique soit accordée en priorité à des pays qui s'éloignent du marxisme.

Mal le communiqué commun dont les ministres ont donné lecture samedi soir avec trois heu-

res de retard sur le programme envisagé «un développement économique et social sans considérations militaires ou préconditions politiques» pour les pays des Antilles et d'Amérique centrale.

Ainsi donc, théoriquement, «tout pays du bassin des Caraïbes pourrait bénéficier d'une telle coopération économique».

Toutefois, M. Haig a assorti cette formulation — étrange par rapport à la conception politico-stratégique de l'aide à l'étranger pratiquée par le régime du président Reagan — de l'amendement suivant: «En même temps, les pays donateurs (d'aide) doivent être libres de choisir les pays avec lesquels ils coopèrent et la meilleure manière dont ils peuvent être utiles.»

Et lors de la conférence de presse qui a suivi la rencontre, M. Haig a souligné que «chaque donneur sera appelé à prendre ses propres décisions».

Des rumeurs ont circulé comme quoi les ministres du Mexique et du Venezuela n'arrivaient pas à s'entendre sur les termes du communiqué, mais ceux-ci les ont démenti énergiquement.

Pour sa part, le ministre canadien, M. MacGuigan, a dit n'avoir aucune réserve sur les termes du communiqué ou sur le plan d'action qui va être mis au point. «Nous sommes très satisfaits», a-t-il dit, des développements survenus aujourd'hui.

Le Canada avait déjà annoncé récemment une augmentation de plus du double de l'aide de \$13 millions apportée actuellement aux pays anglophones des Caraïbes.

Cambodge: Hanoi dénonce la conférence de l'ONU

d'après AFP et Reuter

Le Vietnam, qui maintient 200.000 soldats au Cambodge depuis qu'il a renversé le régime Pol Pot en janvier 1979, a qualifié hier d'«ingérence impudente», d'«illégal» et de «contraire à la charte de l'ONU» la conférence de l'ONU qui s'ouvre aujourd'hui à New York sur le Cambodge.

L'URSS, qui boycotte la conférence avec tous ses alliés, y compris le Vietnam et le régime pro-vietnamien de Phnom Penh, y voit «la violation de la souveraineté de l'Etat kampuchéen» et «une infraction à l'un des principes élémentaires des relations internationales».

Pour le secrétaire d'Etat américain Alexander Haig, par contre, la conférence, à laquelle participent une soixantaine

de pays dont un bon nombre de non alignés, manifeste «la préoccupation éprouvée dans le monde entier» à l'égard de l'occupation vietnamienne du Cambodge.

Le ministre japonais des Affaires étrangères, Sunao Sonoda a quitté hier Tokyo pour New York, où il représentera son pays à la conférence. La Chine y sera représentée par le vice-premier ministre Han Nianlong et la CEE par Lord Carrington, secrétaire au Foreign Office.

Cette conférence se tient conformément à deux résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU appelant au retrait de toutes les forces étrangères du Cambodge et à la tenue dans ce pays d'élections générales sous la supervision de l'ONU.

Apprendre une langue étrangère, ce n'est pas du chinois! Essayez cet été!

Chez Berlitz, nous donnons nos cours spéciaux d'été par petits groupes. Vous apprenez à vous exprimer dans cette nouvelle langue ou tout début des cours...de sorte qu'à la fin elle vous sera déjà familière. Pensez à réserver tout de suite.

BERLITZ

2020, rue University, Bureau 402, Montréal
Tél.: (514) 288-3111
50, Place Crémazie, Bureau 511, Montréal
Tél.: (514) 387-2566

Immersion Totale® et leçons particulières.
Service de traduction et d'interprétation.
Les frais de tous les programmes sont déductibles de l'impôt.

*Berlitz® et «Immersion Totale®» sont des marques déposées des Ecoles Berlitz — Langues vivantes du Canada Ltée. Permis de culture personnelle nos 749585/749584 Ministère de l'Éducation du Québec.

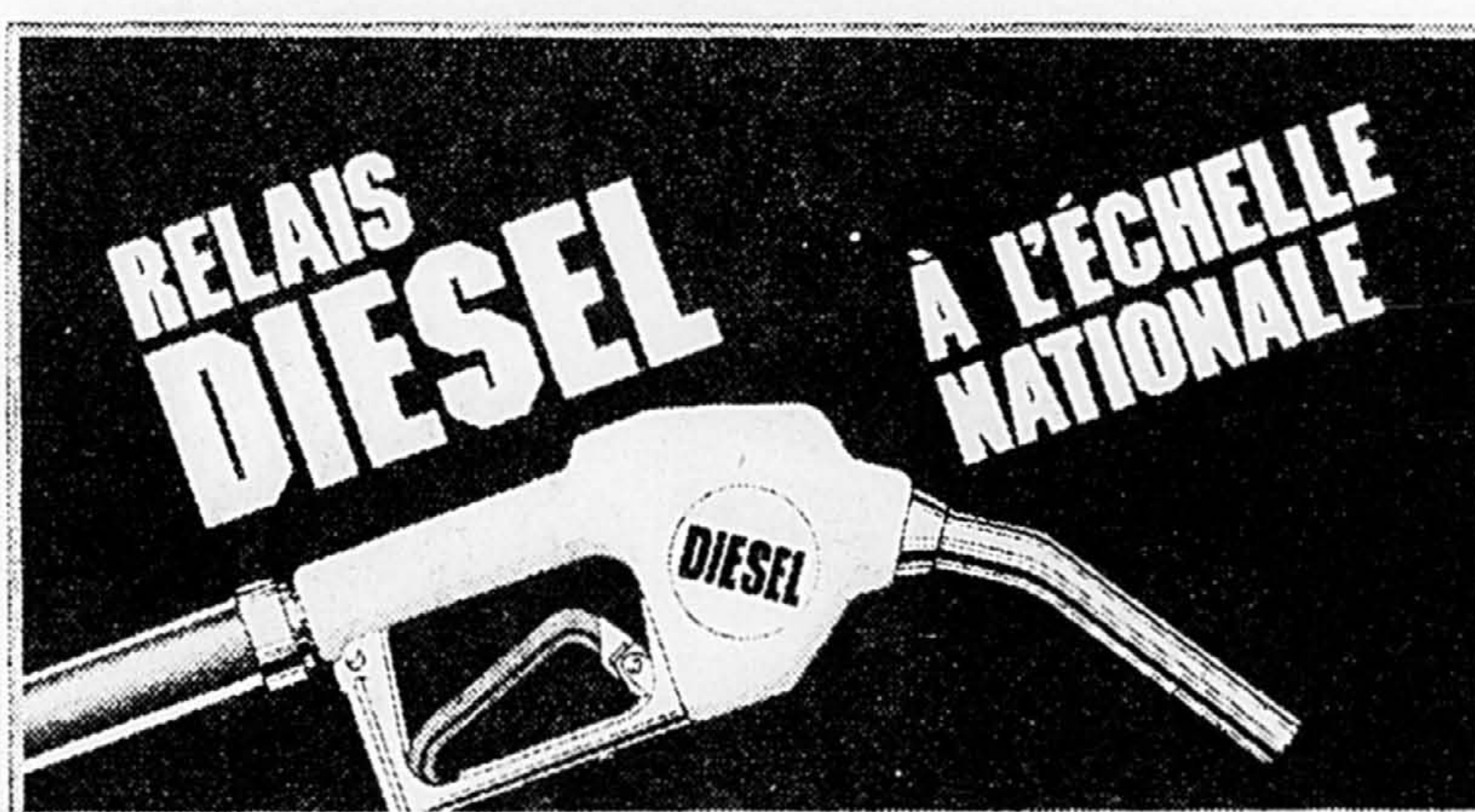
COMBIEN DE FOIS VOUS EST-IL ARRIVÉ DE CHERCHER UN POSTE QUI VEND DU DIESEL?

Vous avez fini de chercher.

Esso a maintenant plus de 400 postes de diesel au pays. Et on en ajoute constamment. Chaque emplacement est clairement identifié par une grande enseigne portant l'inscription Relais diesel. Souvent, vous la retrouverez fixée au mât de l'enseigne Esso. Vous verrez aussi une enseigne semblable sur la pompe diesel pour vous indiquer plus facilement où arrêter votre voiture.

Que vous soyez dans votre ville ou en voyage, vous trouverez un Relais diesel Esso à proximité. Recherchez notre enseigne.

ÇA FAIT PLAISIR À VOIR!



GUIDE GRATUIT

À l'aide de notre brochure, c'est encore plus facile de localiser les Relais diesel Esso. Ce guide contient toutes les adresses de nos Relais diesel au Canada; c'est très pratique de les avoir à portée de la main. Pour obtenir un exemplaire gratuit, vous n'avez qu'à le demander à votre détaillant Esso ou à nous écrire à:

Cie Pétrolière Impériale Ltée,
2, Place Ville-Marie,
Montréal, Québec H3B 3Z2.
Attention: Relais diesel.



6/36 NUMÉROS GAGNANTS PEU IMPORTE L'ORDRE					
1	4	20	21	22	31
6 sur 6	GAGNANTS 0	TOUTS 425 804,00\$		N° COMPLÉMENTAIRE S'APPLIQUE SEULEMENT AU 5 SUR 6 + 16 VENTES TOTALES: 2 303 317,00\$	
5 sur 6	115	1 730,50\$			
4 sur 6	6835	80,80\$			
5 sur 6+	2	66 335,50\$			
GROS LOT				656 000,00\$	
Approximatif vendredi					

Provincial	
6740575	500 000\$
740575	50 000\$
40575	1 000\$
0575	100\$
575	25\$
75	10\$

Mtl		DATE: 10-07-81
Numero	Possibilité de	
544638	4 Gagnants de 50 000\$	
44638	29 Gagnants de 5 000\$	
4638	297 Gagnants de 250\$	
638	2970 Gagnants de 50\$	
38	29700 Gagnants de 5\$	

D'heure en heure, les tirages de Loto-Québec, au câble 2 (Montréal) et câble 4 (Québec) d'Inter Vision.

une fête de famille Les premiers pas de Dolbeau Le 18 juillet

On y sera... y serez-vous?

La course à pied, un sport, une victoire, une fête

À LA SUITE D'INSPECTIONS SYSTÉMATIQUES

Le MAS a dénombré 171 foyers et familles d'accueil illicites hébergeant 3,313 vieillards

■ A la suite d'inspections systématiques effectuées depuis quelques mois, le ministère des Affaires sociales a dénombré au Québec 171 foyers et familles d'accueil illicites, hébergeant 3,313 personnes âgées. De ce nombre, 110 se retrouvent à Montréal et ses régions limitrophes, Montérégie et Laurentides-Lanaudière, et ils hébergent 2,494 pensionnaires.

reprise récemment par le MAS vise surtout à normaliser leur situation. En d'autres termes, après inspection et évaluation de ces différentes ressources d'hébergement, le ministère décide de les accréditer ou... de les fermer.

Les 171 établissements illicites se répartissent en 5 catégories distinctes.

Les

«mal définis»

75 de ces foyers et familles d'accueil pour personnes âgées (37 à Montréal et régions sud et nord) hébergent présentement 1,068 pensionnaires qui, même s'ils sont âgés, ne répondent pas à la définition légale d'un «bénéficiaire», parce qu'ils sont autonomes et n'ont pas besoin d'encadrement spécifique. Il s'agit plutôt de maisons de «chambre et pension» dont la seule obligation est de respecter les normes minimales de sécurité.

Le ministère des Affaires sociales a

décidé de garder un oeil vigilant sur ces maisons qui pourraient facilement, en raison de l'âge avancé de leurs pensionnaires, «glisser» à court terme vers le statut de foyer ou famille d'accueil au rythme de la perte d'autonomie des personnes qu'elles hébergent.

Foyers autofinancés

Parmi les établissements illicites, 34 (dont 28 à Montréal et régions sud et nord)

sont classés dans la catégorie des foyers autofinancés, c'est-à-dire ne bénéficiant d'aucune subvention gouvernementale. Deux ont déjà obtenu un permis de fonctionnement, tandis que la qualité des 32 autres fait présentement l'objet d'une évaluation en vue de l'émission de permis. Ces foyers hébergent 1,329 personnes âgées.

Pavillons

Toujours au nombre des foyers illicites,

on en trouve 14 (11 à Montréal et régions sud et nord) qui comptent en tout 299 personnes âgées et qu'il serait possible, selon le MAS, de «pavillonner», c'est-à-dire de rattacher administrativement à un établissement public du réseau des Affaires sociales, centre d'accueil ou centre hospitalier de soins prolongés. Devenus pavillons d'accueil, ces foyers sont admissibles à la subvention de \$12 par jour par bénéficiaire. Par contre, ils per-

dent certainement un peu de leur autonomie de fonctionnement au profit de l'établissement parrain.

L'un des 14 foyers illicites placés dans cette catégorie est déjà pavillonné, tandis que le cas des 13 autres sera vraisemblablement réglé au cours de l'automne prochain, une fois conclues toutes les ententes nécessaires avec les établissements publics concernés.

Enfin, il reste des foyers et des familles d'accueil qui, en plus

de fonctionner sans permis, sont tout à fait insalubres, malpropres, insécures, inadéquats, ou dotés d'une direction incompétente, négligente ou irresponsable.

Il y a au Québec 34 établissements (dont 25 à Montréal et régions sud et nord) qui répondent à cette triste définition. Ils hébergent présentement 496 personnes âgées. La décision du ministère va de soi: ces foyers et familles doivent fermer leurs portes et leurs pensionnaires être relo-

calisés le plus rapidement possible.

Ressources

à fermer

Depuis le début de l'opération entreprise par le MAS en mars dernier, 9 de ces foyers sordides ou dangereux ont déjà été évacués. Selon un porte-parole du ministère, le dossier des 25 autres est actif.

Dans ces cas pitoyables, l'action du ministère comporte trois étapes. Dans un premier temps, celui-ci doit établir la preuve que la ressource

est inadéquate. Il doit ensuite dresser un plan de relocalisation des pensionnaires en tenant compte de leur degré d'autonomie, de leurs besoins particuliers et des ressources du milieu. Enfin, il doit donner à la direction de l'établissement à évacuer un avis de fermeture offrant un délai de 10 jours pour faire appel à la Commission des Affaires sociales.

Un seul des 9 foyers récemment fermés par le ministère s'est prévalu de ce droit d'appel.

HUGUETTE ROBERGE

Selon les normes du MAS, un foyer d'accueil est ainsi désigné lorsqu'il compte plus de neuf bénéficiaires, tandis qu'une famille d'accueil en compte moins de neuf.

Il ne faut pas croire que les 171 foyers et familles d'accueil illicites, c'est-à-dire fonctionnant sans accréditation et sans avoir été évalués selon les critères du ministère, sont tous des établissements à fermer et à évacuer de leurs pensionnaires. L'opération en-

Les hebdomadaires régionaux réclament un sommet sur l'information

■ QUÉBEC (PC) — L'Association des hebdomadaires régionaux a proposé en fin de semaine, à l'issue d'une réunion de deux jours de son nouvel exécutif, la tenue d'un sommet sur l'information auquel participeraient des représentants des media, des gouvernements, des entreprises et du public.

Le président de l'Association, qui regroupe une centaine de journaux régionaux, M. Claude Vien, a expliqué que le domaine de l'information traverse une période difficile et qu'il serait temps de réfléchir en profondeur sur divers problèmes.

Il a cité en exemple la concentration des entreprises de presse, la syndicalisation, le droit du public à l'information, l'accessibilité à l'information gouvernementale et la dimension économique des media.

M. Vien a suggéré également que le Conseil de presse assume la responsabilité de l'organisation d'un tel événement qui coïnciderait avec le 50e anniversaire de fondation de l'Association des hebdomadaires régionaux, en 1982.

Il a précisé que le sommet pourrait se tenir à l'automne de 1982 pour permettre ainsi à tous les participants de bien se préparer à cette rencontre sans précédent encore.

Le trésorier de l'Association, M. Jean-Paul Cloutier, a dit qu'un comité provisoire serait bientôt mis sur pied pour établir les contacts avec les autres media d'information (la presse quotidienne écrite et parlée) et tâcher de les intéresser au projet.

M. Cloutier, qui dirige quelques hebdomadaires sur la Rive sud de Québec, a souligné que la concentration d'hebdomadaires et la syndicalisation causent des problèmes dans certains cas, que des changements profonds sont survenus dans la gestion et la fabrication d'un hebdo.

«Dans le passé, il n'était pas rare de voir un seul homme diriger et concevoir un hebdo. Les temps ont bien changé et aujourd'hui, on compte environ 15 hebdomadaires de 100 pages et plus et, comme vous l'imaginez, on ne les administre plus de la même manière et c'est de cela, entre autres choses, qu'il faudrait parler et tenter des améliorations», a signifié M. Cloutier.

Pour sa part, M. Vien a déploré que le monde des hebdomadaires régionaux (tirage hebdomadaire de 1,300,000 copies, trois millions de lecteurs et un marché évalué à \$10 milliards) demeure encore si inconnu du grand public et de plusieurs secteurs de la société.

«Il faut se faire connaître, expliquer aux gens le rôle social important que les hebdomadaires jouent dans la société, sans oublier l'apport économique que génère leur action. Nous voulons devenir plus présents dans la vie de tous les jours.

«Un petit journal local peut passer inconnu mais quand on considère l'ensemble des hebdomadaires régionaux et leur influence, ils acquièrent une bien plus grande importance», a dit M. Vien.

“Chez Gulf, nous consacrons 98¢ sur chaque dollar de notre revenu à l'exercice de nos activités au pays.”

“J.C.” Phillips président du conseil, Gulf Canada Limitée

En 1980, Gulf Canada a versé environ 2¢ sur chaque dollar de son revenu à ses actionnaires canadiens et américains, sous forme de dividendes. Le solde, soit 98¢, a servi à financer ses activités au Canada.

La même année, Gulf Canada a payé environ \$275 millions à ses employés. Ses dépenses en immobilisations et ses frais de prospection ont atteint \$572 millions. La moitié de cette somme a été consacrée à la recherche de gisements de gaz et de pétrole.

Les achats de pétrole brut et d'autres matières premières ont totalisé plus de \$2 milliards, dont \$530 millions ont servi à acheter du pétrole brut à l'étranger. Si le Canada atteignait l'autosuffisance pétrolière, ces fonds viendraient plutôt enrichir l'économie canadienne. Voilà une bonne raison pour encourager des compagnies comme Gulf dans leurs efforts de prospection.

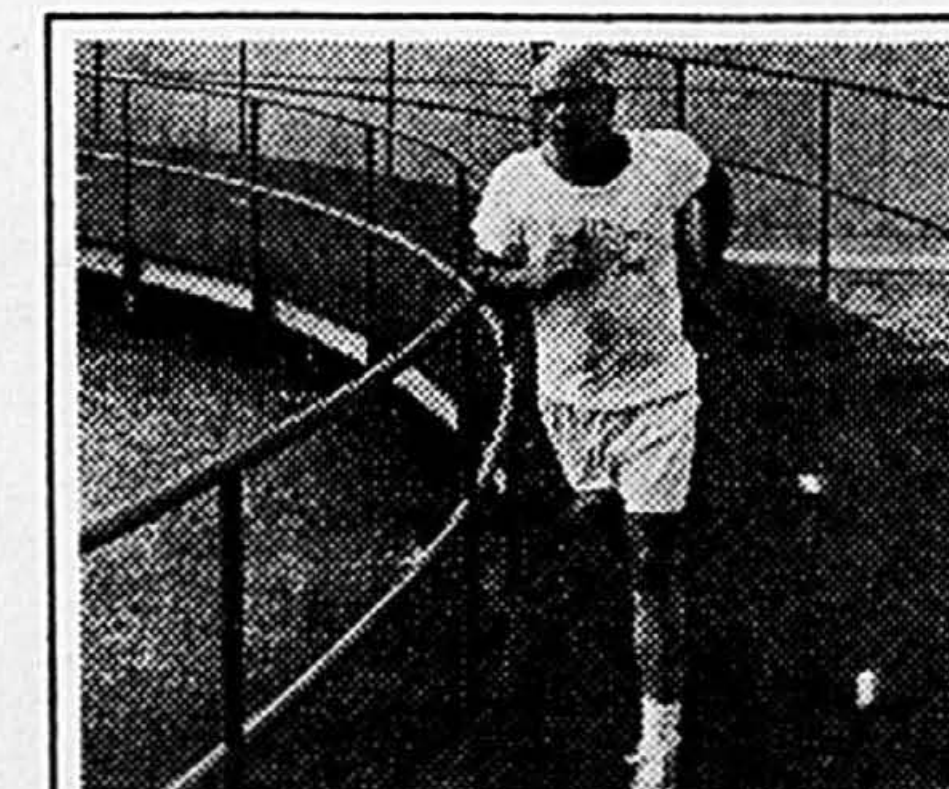
Voici comment Gulf Canada a utilisé son chiffre d'affaires de 1980, qui s'est élevé à plus de \$4 milliards.

1. Coûts de production, de transformation et de distribution

Il en coûte très cher d'amener le pétrole et le gaz naturel jusqu'à votre chaudière ou à votre voiture. La production, le transport par oléoducs, le raffinage, la livraison aux détaillants, le marketing et



les centaines d'opérations auxiliaires nous ont coûté \$877 millions. Gulf a versé à peu près un tiers de ce montant à ses 11 000 employés qui sont tous des Canadiens. (À ce chiffre, il faut ajouter les 35 000 personnes qui gagnent leur vie en travaillant indirectement pour Gulf, dans des stations-service, centres agricoles, sociétés indépendantes de transport, etc.) Le reste a servi à louer des hélicoptères et des camions, à exploiter des raffineries, à faire fonctionner des bureaux et des entrepôts et à acheter, auprès de multiples compagnies canadiennes, mille biens et services: équipement de forage, machines à écrire, explosifs, pompes à essence et autres.



“J.C.” Phillips, président du conseil de Gulf Canada, est originaire de Metcalfe, en Ontario. Il a étudié le droit à Osgoode Hall. Comme on le voit ici, il commence sa journée d'un pied alerte!

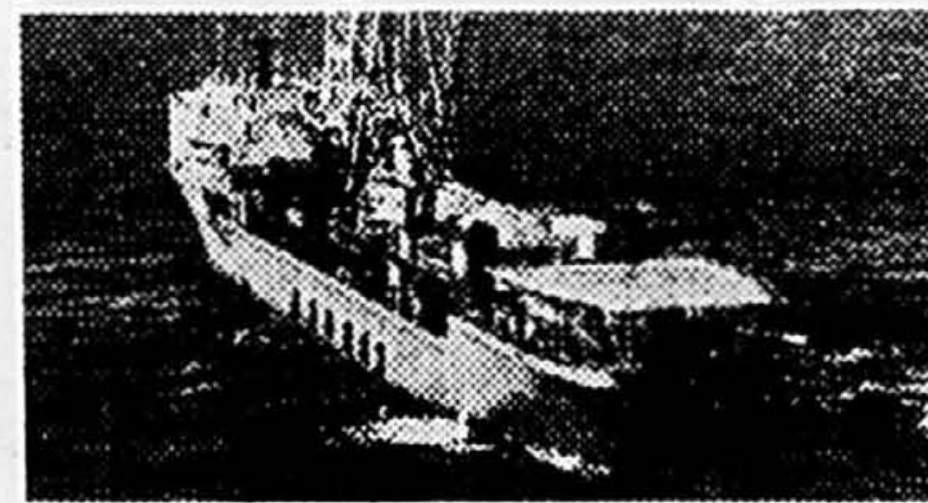


Les chiffres ci-dessus sont tirés du rapport annuel de Gulf Canada.

Les dépenses de Gulf se répartissent sur l'ensemble du pays et procurent aux Canadiens des dizaines de milliers d'emplois.

2. Prospection

En 1980, Gulf Canada a consacré \$246 millions à la recherche de gisements de pétrole et de gaz et au développement



de nouvelles sources d'énergie. Nos efforts en ce domaine ont porté principalement sur l'exploration des îles de l'Arctique ainsi que sur le forage de puits dans la mer de Beaufort et dans la région prometteuse de Hibernia, au large de Terre-Neuve.

3. Achats de pétrole brut, de produits et de marchandises

Comment expliquer qu'une compagnie

COÛTS DE PRODUCTION, DE TRANSFORMATION ET DE DISTRIBUTION

21%

6% PROSPECTION

6%

ACHATS DE PÉTROLE BRUT, DE PRODUITS ET MARCHANDISES

45%

4% AUTRES ACHATS

4%

15% IMPÔTS

15%

BÉNÉFICES CONSERVÉS DANS L'ENTREPRISE

7%

2% DIVIDENDES

2%

ces sommes seraient maintenues dans l'économie canadienne.

4. Impôts

Nos impôts fédéraux et provinciaux ont atteint \$616 millions en 1980, soit plus d'une fois et demie les bénéfices de la compagnie. Les bénéfices de Gulf sont réinvestis dans l'économie canadienne sous forme de salaires, prospection énergétique et de contribution aux multiples services gouvernementaux de santé, construction de routes, enseignement et bien-être.

5. Dividendes aux actionnaires

En 1980, Gulf Canada a versé à ses actionnaires canadiens et américains des dividendes représentant 2,25% de son chiffre d'affaires total.



Gulf Canada estime que le gouvernement fédéral pourrait encourager les Canadiens à participer au développement du secteur énergétique au moyen de dégrèvements fiscaux favorisant les investissements.

6. Rapport annuel

Pour avoir une idée plus précise des dépenses d'exploitation de Gulf Canada, demandez notre rapport annuel en écrivant à:

M. Robert Fenner, directeur des communications, Gulf Canada Ltée, rue Adelaide, 130 ouest, Toronto, Ontario M5H 3R6.



GULF CANADA LIMITÉE

INTER

820391

Gros lots de 25 000*

026304

115582

318037

Numéros non décomposables

D'heure en heure, les tirages de Loto-Québec, au câble 2 (Montréal) et câble 4 (Québec) d'Inter Vision.

NUMÉROS MOBILES GAGNANTS

Numéro tiré 2 4 2 6 1

2 FAÇONS DE GAGNER 2 500 \$

2 4 2 6 1 X

X 2 4 2 6 1

Numéro tiré 8 4 4 2

3 FAÇONS DE GAGNER 250 \$

8 4 4 2 X X

X 8 4 4 2 X

X X 8 4 4 2

Numéro tiré 6 2 8

4 FAÇONS DE GAGNER 50 \$

6 2 8 X X X

X 6 2 8 X X

X X 6 2 8 X

X X X 6 2 8

Québec Festival de la culture ouananiche

Roberval

19 et 20 juillet

On y sera...

y serez-vous?

un des 63 événements commandités par



“Qui gagne à Loto-Québec?” dans la plupart des kiosques de vente et aux bureaux de Loto-Québec.

On peut se procurer le dépliant